

Proétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 15
DIMANCHE 16 MAI
N° 186 1,50 F

Belgique : 15 F
Commission Paritaire N° 56942

LIRE P. 2 : NOTRE ENQUÊTE

A quelle enseigne sommes-nous logés ?

Après la mort du PDG du Crédit Lyonnais

Le PDG du Crédit Lyonnais est mort hier matin de deux coups de feu tirés par un homme qui s'est ensuite suicidé. La police aurait trouvé sur lui des papiers au nom d'une personne qui aurait été condamnée pour port d'armes et «gauchisme» il y a quelques années. Voilà un premier fait où demeurent beaucoup d'inconnues.

Hier pendant toute la journée, radio et télévision commentant cet événement, ont construit une vigoureuse campagne sur le thème désormais classique du «terrorisme politique» qui se développerait en France, étiquetant et amalgamant pêle-mêle, ouvriers combattifs, «criminels», «révolutionnaires», «terroristes internationaux»... voilà un deuxième fait parfaitement établi, celui-là.

Sur le premier, nous n'avons en l'état actuel des informations, rien à dire, si ce n'est que les employés du Crédit Lyonnais s'étaient durement heurtés à la politique d'exploitation et de répression de leur PDG ; mais les méthodes de luttes de la classe ouvrière et des révolutionnaires ne sauraient être assimilés au terrorisme individuel.

Sur le second fait, par contre il y a beaucoup plus à dire. Une telle campagne n'est pas faite pour nous surprendre, nous l'avons déjà entendue plusieurs fois lors de la mort de Cabanes, lors de tel ou tel attentat, et chaque fois ces campagnes ont servi à préparer des actions répressives contre les masses populaires. Nous avons même déjà entendu des campagnes de ce type à l'étranger, en particulier en Italie, avec des conséquences identiques, aggravées même. C'est pourquoi, nous resterons vigilants contre tous les développements répressifs qui prolongeraient la campagne de presse actuelle, et qui s'ajouteraient au cortège déjà long des violations des libertés démocratiques.

CORSE

A la veille du procès d'Edmond Siméoni

MAX SIMEONI DENONCE LA JURIDICTION D'EXCEPTION

Lundi s'ouvrira devant la Cour de Sécurité de l'État le procès d'Edmond Siméoni, emprisonné depuis Aléria, il y a huit mois. Les Corses n'ont cessé depuis d'exiger sa libération et la fin de la répression dans l'île. Aujourd'hui, les douze heures pour la Corse témoigneront de la puissance de cette mobilisation.

Dernièrement, neuf Corses ont encore été interrogés par la police judiciaire à propos des attentats de ce début de semaine. L'un d'eux a été incarcéré. A Paris, J-P Santini et P. Mondolini, militants du Parti Corse pour le Socialisme ont été également interrogés.



Quotidien du Peuple : Dans quel état d'esprit attendez-vous le procès de votre frère ?

Max Siméoni : Nous, on considère que c'est à eux de jouer comme ils veulent, ils choisissent et on verra après, on a toute liberté d'esprit pour continuer l'action en fonction de ce qu'ils feront, c'est tout. C'est-à-dire que nous avons fait le maximum jusqu'à présent, pour que l'enjeu et la nature politique de ce procès apparaissent clairement à tout le peuple corse.

Maintenant, c'est à eux de répondre, on verra quelles sanctions ils prendront.

QdP : Que pensez-vous du fait qu'il passe devant la Cour de Sécurité de l'Etat ?

M.S. : C'est une juridiction qui est absolument insupportable dans son principe il faut remarquer que nous sommes la seule nation occidentale à avoir encore une juridiction d'exception. Nous considérons que c'est intolérable par rapport à des institutions démocratiques, c'est vraiment un instrument qui est aux mains d'un pouvoir, c'est le bras séculier du pouvoir dans toute sa splendeur. suite p. 6

4 ans après le drame de Vierzy (108 morts)

Prison avec sursis pour 5 chefs de service de la SNCF

Six à dix-huit mois de prison avec sursis : c'est plutôt un verdict de clémence qui a été rendu à Soissons.

Il correspond à la plaidoierie qui a été faite, selon laquelle les ingénieurs inculpés ne peuvent être mis en cause, puisqu'on ne peut pas prouver qu'il y ait un lien direct entre une faute des responsables et l'éboulement du tunnel !

Ainsi, le responsable serait «le monde moderne» : «La complexité du monde moderne crée des situations de risque indécélables». Les familles de victimes, qui s'étaient portées partie civile pour que la vérité soit faite, afin que de telles catastrophes ne puissent se reproduire, n'acceptent pas cette version des faits. Elles n'admettent pas que l'on parle de «non-responsabilités», de «fatalité». Elles envisagent de faire appel.

CONGRÈS DE DIJON

LE PS PRÉPARE LES MUNICIPALES

C'est aujourd'hui qu'à Dijon s'ouvre le congrès extraordinaire du parti socialiste, consacré à la question des municipales. La fièvre électorale a saisi les chercheurs de siège des partis bourgeois, à l'approche de cette consultation du printemps 78. Les responsables de la coalition giscardienne

viennent aussi de se lancer dans la bataille (voir notre encart). Pour sa part, le PS ne réglera pas définitivement son attitude ce week-end : le congrès ne sera pas chargé de mettre au point le «manifeste» municipal annoncé depuis le 3 avril.

Suite page 3

15 MAI. JOURNÉE NATIONALE PALESTINIENNE

Le 15 mai 1948, la Grande Bretagne abandonnait la Palestine. Une nouvelle occupation voyait le jour : celle d'Israël.

Cette année, le Mouvement National Palestinien (Fath), a décrété le 15 mai «Journée Nationale Palestinienne». Tous les soulèvements de ces derniers mois vont converger vers un but : la libération de tout le territoire.



Voir page 8

APRÈS-MIDI «PORTES OUVERTES» AUJOURD'HUI AU FOYER SONACOTRA DE BAGNOLET

En page 9 : Deux responsables du Comité de Coordination font le point sur la lutte

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES -3 LES CORONS

par Serge LIVET

Avec la collaboration de membres de la Commission Populaire de Liévin

UN MONDE DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE !

Lens, Liévin, Grenay, Bully-les-Mines... cités au cœur du pays minier, dans le Nord-Pas de Calais. Au pied des chevalets des puits, et des terrils, ces montagnes de poussières de charbon, toutes les cités se rassemblent. Maisonnets d'un étage, toutes semblables, en briques sombres, collées les unes contre les autres et entourées de jardins, c'est l'image familière des corons. Ce sont les compagnies minières qui ont fait construire les corons dès le XIX^e siècle, à proximité des fosses où les hommes arrachent à la terre le charbon dans les conditions épouvantables exigées par le capital.

DÉGRADATION DES CORONS : CONSÉQUENCE DIRECTE DU PLAN CHARBONNIER DE LA BOURGEOISIE

L'installation des puits et des corons près des villages, ou à la sortie des villes, à un moment où la majorité de la population vivait encore à la campagne, a donné lieu à la création de ces cités qui s'étendent le long des routes, sans qu'il y ait une coupure aussi franche qu'ailleurs entre la ville et la campagne.

UN DÉFI...

«Une fête pour nous, c'est souvent l'occasion de retaper la maison, de repeindre, de mettre des tapisseries neuves. Avoir un logement clair et gai, c'est important, c'est un confort, surtout pour un homme qui passe ses huit heures par jour dans l'obscurité des galeries, avec la poussière noire qui colle à la peau, dans la chaleur épuisante», nous dit l'épouse d'un mineur de fond, logé rue Germain Delbecque, à Liévin. Logement aux couleurs pim-

attenant aussi, c'est une sorte de défi à l'inconfort de plus en plus grand imposé par les Houillères. Les logements que les mineurs se sont vus attribuer gratuitement, s'étaient toujours distingués par leur absence du confort minimum : même pas une douche pour des hommes passant une partie de leur vie au fond de la mine.

«Là où nous logions auparavant, c'était devenu inhabitable. Il a fallu attendre 2 ans pour que ce soit déclaré insalubre et que les Houillères acceptent de nous donner un autre logement.

Dans notre nouveau logement, les tuiles sont en mauvais état, le toit est pourri, il pleut dans les chambres. Les portes et les fenêtres ne ferment plus, il y a des courants d'air, quand on a la silicose qui opprime les poumons, c'est encore pire.

Un retraité - 32 ans de mine. A Liévin

réparations de maisons qui menacent ruines, dont le toit a perdu toute étanchéité.

«Ça fait 17 ans que j'ai demandé qu'on vienne réparer mon carrelage, complètement disloqué par les affaissements de terrain. On est venu ces jours-ci. Pour les portes, j'attends depuis 10 ans.»

Un vieux mineur du coron 11 de Liévin logeant ici depuis 1947

Un tas de formalités, avec visites d'experts, sont destinées à décourager les réclamations.

«Un expert des Houillères est venu voir : dans les murs, il y avait des fissures tellement larges qu'on apercevait la rue à travers. J'ai voulu taper le mur à un endroit pour faire constater les fissures, l'expert m'a arrêté : attention, dans ce coin, c'est la tapisserie qui tient tout !»

Une femme habitant au coron du 3 de Lens

UNE PRODUCTION QUI MENACE LES LOGEMENTS

Les Houillères négligent les réparations des maisons où logent les mineurs au moment même où l'extraction du charbon a été organisée de façon tellement intensive qu'elle engendre une succession d'affaissements du terrain sur lequel sont bâtis les corons, ébranlant les fondations, lézardant les



Profitant de leur propriété immobilière, les anciennes compagnies minières puis, les Houillères nationalisées, ont tenté de contrôler directement toute la vie des mineurs et de leurs familles, jusqu'aux loisirs, avec la formation de multiples sociétés (musique, pêche, jardinage, belote, boules, colombophilie...etc...) où le paternalisme des patrons, des ingénieurs, était de mise. Symbole de ce contrôle : l'organisation même des corons où les gardes logés dans les cités, anciens porions, sont chargés de transmettre les communications des Houillères et d'observer les faits et gestes des habitants.

Aujourd'hui, ce monde de la mine vit encore malgré la fermeture des puits qui bouleverse les habitudes, disperse les mineurs d'un même coron sur des puits différents. Un monde dont les habitudes n'ont pas encore été tuées par le tiercé, la télé, la voiture. Un monde qui vit encore malgré la volonté de la bourgeoisie de proclamer la mine «sans avenir».

GRANDE SYNTHÈSE ET LES CORONS

Des jeunes, fils de mineurs, qui, en l'absence de travail dans le pays noir ont trouvé à s'embaucher à Usinor-Dunkerque, préfèrent faire le trajet aller-retour chaque jour, ou presque, jusqu'au pays minier, parce qu'ils ne veulent pas loger à Grande-Synthe, à Dunkerque, dont ils refusent la vie «en boîtes», où les relations entre les familles populaires sont cassées par le rythme des 3/8. Ils n'admettent pas l'inconfort des logements de corons, mais ils veulent conserver ce que les cités minières pouvaient receler du positif du point de vue de la solidarité ouvrière.

La lutte engagée par les mineurs contre la fermeture des puits est aussi une lutte pour conserver l'acquis de plus d'un siècle de solidarité, forgée au cœur des corons dans les peines et l'affrontement avec la classe au pouvoir.

Mais les corons, qui rassemblent les mineurs français, polonais, et d'autres nationalités à proximité des fosses, ont été aussi le lieu d'une grande solidarité ouvrière. Mineurs de père en fils jusqu'à ces dernières années, dans un coron, les mineurs n'avaient souvent que quelques centaines de mètres à faire à pied pour aller travailler à la mine. Les bistrotts, les jeux, les associations, les amicales, y compris celles créées par les Houillères dans l'unique souci de favoriser la collaboration de classes, ont constitué des lieux de rencontre entre mineurs. C'est dans ces corons que durant des générations, ont été pensées et organisées les grandes grèves comme celle de 41 contre l'occupant nazi. Dans ces corons, on a affronté les CRS et l'armée du Capital à de nombreuses reprises.

LES PLANS DU PLUS GROS PROPRIÉTAIRE IMMOBILIER DE FRANCE

Les Houillères ont leur plan de rénovation. Sur les 115.000 logements qu'elles possèdent dans le Nord-Pas de Calais, 65.000 devraient être rénovés.

ment où on a passé toute une vie, et consenti bien souvent d'énormes sacrifices pour des améliorations.

NON CONFORMES AUX NORMES !

Que l'amélioration de l'habitat des mineurs ne soit pas l'objectif du plan de rénovation, c'est assez visible dans la méthode même employée. Quand elle a lieu et ne s'accompagne pas de pressions directes sur ceux qui occupent des logements, afin de les faire partir, cette rénovation ne tient aucun compte de l'avis des mineurs et de leurs familles. Dans plusieurs cités minières, comme la cité des Musiciens, à Bruay en Artois, on a vu la direction des Houillères exiger purement et simplement la démolition de commodités sanitaires, ou de garages que les mineurs avaient eux-mêmes construits. Prétexte invoqué : ces réalisations ne correspondaient pas... aux normes fixées par les grands bureaux des Houillères !

TRANSFERTS MASSIFS DES VIEUX MINEURS.

Cette rénovation vise-t-elle à améliorer le logement des mineurs ? Aucun engagement de ce côté-là. Par contre, il y a un projet d'organiser des transferts de population au sein des corons. Tous les vieux mineurs retraités seraient regroupés dans des deux pièces sous le prétexte avancé qu'ils occupent «trop de place au détriment des familles». Les retraités, les pensionnés, les veuves, seraient déplacés sans aucune considération pour ce que peuvent représenter les habitudes, les relations établies avec les voisins, l'attachement à un loge-

Derrière ces mesures, l'objectif est de mettre en location les logements devenus vacants. Les Houillères, principal propriétaire immobilier de France, veulent rentabiliser leur parc de logements à la faveur de ce plan de «rénovation». Moyennant quelques réparations, les logements jusqu'ici fournis gratuitement, seront loués. Déjà, dans les corons, des logements n'ayant même bénéficié d'aucune amélioration sont loués 250F par mois à des ouvriers «reconvertis». Pour mener à bien cette opération, les Houillères ont monté des sociétés immobilières telles que la SOGIMO (créée en 74) ou la SIA.



pantes, intérieur soigneusement entretenu, c'est une sorte de défi au décor extérieur si sombre du «pays noir» façonné par l'empire des Houillères qui possède encore dans la région plus de 100.000 logements, une propriété absolue qui s'étend à la volerie, aux écoles, aux dispensaires, aux hôpitaux, aux salles des fêtes, aux églises même.

Les soins attentifs aux logements, et au jardin

DES RÉPARATIONS... AUX CALENDES GRECQUES

Aujourd'hui, c'est pire, avec la politique de fermeture des mines décidée par notre bourgeoisie qui avait misé sur le pillage des ressources énergétiques du Tiers-Monde. Les Houillères, par souci de rentabilité, ont beaucoup réduit le service d'entretien des corons et il faut attendre souvent plusieurs années pour obtenir des

murs. Avec la modernisation capitaliste des mines, des galeries entières ne sont pas rebouchées : «Là, sous nos pieds, c'est un vrai fromage de gruyère, il y a des trous partout, de plus en plus de trous qu'on ne rebouche jamais» disent des mineurs du 3 de Lens, puits encore en activité. Tout ceci ajoute à la dégradation des logements où vivent encore des dizaines de milliers de familles de mineurs en activité ou à la retraite.

POLITIQUE

"LA FÊTE DU PLAISIR"

EN PARCOURANT LES PRÉPARATIFS DE LA FÊTE DE PARIS DU PCF

De grandes affiches s'étalent sur les murs de Paris, annonçant la fête de la Fédération de Paris du PCF. «Un programme exceptionnel, un meeting géant», nous dit-on.

A l'entrée des halles de la Villette, un grand panneau arc-en-ciel proclame «Fête du PCF. Socialisme, liberté». La fête, c'est pour le week-end prochain seulement. Mais nous n'avons pas pu retenir notre envie de voir les choses de plus près et nous sommes entrés.

Ce qui frappe, c'est le caractère commercial de cette fête qui, pourtant est présentée comme un événement politique. Côte à côte, les stands de Coopé-Sports, d'une firme de matériel de bureaux, de fournitures pour comités d'entreprise. Un peu plus loin, la brocante s'étale : vases chinois et fauteuils Louis XV, au milieu desquels s'agite un minet qui joue les affaires. Un militant point avec soin un panneau sur lequel on lit : «Seif Pif». «Qu'est-ce que c'est ?» — «Je n'en sais rien, on m'a dit de faire ça, c'est peut-être pour les enfants ! Place des moutons, il y a le cirque avec des chevaux, un manège pour auto-tamponneuses dominé par deux grandes peintures : Johnny Hallyday et Sylvie Vartan. Des dessins horribles, censés nous procurer le frisson de la peur, nous proposent des martiens aux

yeux globuleux et aux queues fourchues pour nous attirer dans un quelconque «train de la mort».

Le hall central abrite les stands des sections. De grands drapeaux bleus, verts, jaunes, oranges, voisinent avec quelques panneaux rouges. «*Démocratie, Liberté, Justice Sociale*» y sont ins-

crits. «Buvez Coca/Cola» peut-on lire partout sur les stands. Un grand restaurant en plein air s'installe et propose déjà son menu : «*Qu'est-ce que c'est qu'une fête socialiste pour vous ?*»

— «*On ne sait pas, on est là pour le restaurant ! Des panneaux invitent à la réflexion. «Qui sont les fonctionnaires ?» : «employés, infirmières» et écrit au dessous : «mais aussi policiers, militaires» avec énoncé de leurs «problèmes». L'«Humanité» présente sa publicité sur fond «Vert-Tours» près d'une mi-*

ni-exposition du livre marxiste.

Comme les organisateurs tiennent à le préciser, ce sera la fête du plaisir. «*Le plaisir est en tous les cas profondément motivant, et c'est par là que s'ouvrent les esprits. Evidemment on ne peut se servir de cela pour détourner les gens du combat quotidien, comme un calmant en quelque sorte*». Pour cela, le PCF connaît, il est vrai, bien d'autres moyens !

Pierre PUJOL



Marchais à radio Monte-Carlo

A la veille d'un voyage dans le Languedoc, Marchais était l'invité de Radio Monte Carlo. Le dirigeant du PCF, interrogé sur l'échec de son candidat vert à Tours a essayé d'esquiver : «*A Tours, ce n'était qu'une élection très partielle, avec 40.000 électeurs, dans des conditions particulières...*». «*Nous venons de connaître une consultation beaucoup plus importante : les élections cantonales, à l'occasion desquelles 16 millions d'électeurs se sont exprimés et le PCF a recueilli 23% des suffrages*». Il a simplement oublié de dire que même ce résultat marquait un recul de 1% par rapport au précédent.

Si, parmi les travailleurs,

beaucoup se détournent des propositions du PCF, n'acceptent pas le rejet affirmé de la dictature du prolétariat, c'est en raison de leur «retard» explique Marchais. «*Il y a toujours un retard entre les prises de décisions et la prise de conscience des travailleurs...*».

A propos du viticulteur A. Teisseyre, détenu depuis plusieurs mois, parce qu'il aurait participé à la fusillade de Montredon, Marchais dit regretter sa détention «*sans que sa culpabilité ait été prouvée*» et trouve la détention «*très longue*». Quelle aurait dû être la durée de cette détention, Mr Marchais, pour qu'elle ne vous parût pas trop longue ?

SANGUINETTI ET L'ARMÉE DE MÉTIER

Encore une fois, Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire de l'UDR, revient à la charge dans un article du journal «Le Monde» d'hier, pour défendre l'armée de métier. Il faudrait, selon lui, «*faire l'économie de 130.000 hommes*» et l'économie ainsi dégagée permettrait de mieux équiper les armées. «*De toutes façons, dit-il, nous avons déjà renoncé au service militaire obligatoire*» parce que «*nous ne sommes pas en mesure d'incorporer 60% de la classe*».

La volonté de créer une armée de métier est partagée par une bonne partie des hommes politiques de la bourgeoisie. Ce débat est théoriquement tranché jusqu'en 1982, date du plan militaire adopté récemment en conseil des ministres. Mais, sans nul doute, cette question sera débattue à l'Assemblée Nationale jeudi prochain, lors du débat sur la défense nationale.

Affaire Ceccaldi : le syndicat de la magistrature prépare la riposte

Le Syndicat de la Magistrature se réunit ce dimanche en assemblée générale extraordinaire. Ce qui n'est jamais arrivé dans le syndicat, sont invités tous les délégués de section et tous les militants disponibles. L'objectif : informer des derniers développements de l'affaire Ceccaldi, et décider de la riposte aux manœuvres de Lecanuet.

Il s'agit aussi de faire le point de l'offensive de la Chancellerie (ministère de la Justice) contre différents magistrats connus pour leurs idées d'opposition, où qui instruisent avec énergie des dossiers gênants pour les patrons ou le pouvoir. Pour le Syndicat de la Magistrature, cette offensive répond aux leçons que Juillet, conseiller de Chirac a tirées des cantonales : pour gagner les législatives, le gouvernement doit reprendre en mains ses fonctionnaires. On se rappelle les déclarations de Chirac sur «l'obligation de réserve».

Cette reprise en mains, s'effectuerait par quelques sanctions exemplaires : la peur ferait le reste.

Pour le Syndicat de la Magistrature, cette mise au pas de la fonction publique compte plus aux yeux du

gouvernement que les révélations sur les pétroliers : des scandales, il y en a eu d'autres. La sanction contre Ceccaldi serait donc une sorte de provocation qui permettrait à Lecanuet d'engager l'épreuve de force. C'est ce qui motive la discrétion du syndicat sur le fond du «dossier des pétroliers» : pour lui, ce qui compte, c'est s'opposer à la prise en mains de la magistrature par la majorité. Mais à cette prise en main, les magistrats semblent prêts à s'opposer vigoureusement.

D'autant plus que pour eux, cette offensive trahit la velléité d'instaurer en France un régime «à l'allemande», avec la chasse aux sorcières qui a abouti là-bas à interdire en deux ans, six mille fonctionnaires sur leurs opinions politiques.

P.G.

CONGRÈS DE DIJON LE PS PRÉPARE LES MUNICIPALES

Suite de la une

Ce détail est d'ailleurs significatif : la direction du PS craint que le congrès de Dijon, soumis aux luttes fractionnelles, ne produise un document trop «irréaliste», qui nuise à l'image de parti sérieux, parti «de gouvernement» que le PS cherche à se donner.

Significatif aussi que le CERES, minorité du parti, ait été exclu du récent séminaire de Seillac où la direction a envisagé les conséquences de l'arrivée du parti au pouvoir.

L'accord entre les deux fractions (CERES et Mitterrand) qu'on croyait réalisé, après que le CERES ait accepté d'annuler sa réunion particulière sur les municipales, est apparu fragile lors de la réunion du bureau exécutif du 5 mai. Motchane (du CERES) et Mitterrand se sont en effet opposés violemment sur l'interprétation de la motion qu'ils avaient adoptée, pourtant, en commun.

En effet, la direction entend se réserver toutes les possibilités pour la composition des listes : listes d'union, listes uniquement PS («homogène») ou même listes avec des modérés.

Dans les villes de moins de 30 000 habitants, où il est possible de présenter une liste d'union seulement au deuxième tour, le premier tour sera sans

doute souvent le théâtre de «primaires» entre PS et PCF.

Mais, dans les villes de plus de 30 000 habitants, les listes d'union - là où elles existeront - devront être constituées dès le premier tour (code électoral oblige). Le PCF est d'autant plus inquiet que, dans un récent document, la direction du PS a envisagé de faire des listes d'union dans 117 villes de plus de 30 000, soit seulement 53 % des cas. Maxime Gremetz, chargé au PCF des élections, se plaignait d'ailleurs dans le dernier «France Nouvelle» que la politique du PS «c'est l'union à la carte».

Contrairement à Mitterrand, pourtant, le CERES n'admet d'exceptions à la règle des candidatures d'union qu'en cas «d'exigences excessives présentées par le PCF».

Au congrès de Dijon, cependant, il y a peu de chances que l'orientation Mitterrand soit remise en cause : un seul texte est en effet présenté, quelles que soient les réticences du CERES sur son interprétation.

La semaine passée, le maire de Lille, Mauroy, a d'ailleurs bien fixé les limites de l'union : «*Là où l'alliance avec les communistes peut faire perdre une mairie à la gauche, une liste sans le PC s'impose*».

Paul LEFORT

LES TRAVAILLEURS D'ANTAR-DONGES ET LES SCANDALES PÉTROLIERS

Antar Donges, c'est la raffinerie tristement célèbre depuis l'accident qui coula la vie à plusieurs ouvriers. En plein scandale pétrolier, nous avons demandé leur avis aux travailleurs du pétrole, pour faire le point sur leur situation, au moment où les escroqueries fabuleuses des pétroliers sont mises en pleine lumière.

Les discussions vont bon train à la raffinerie Antar. Pour leur part, les militants CFDT «se félicitent que des magistrats prennent en main cette affaire dans l'intérêt des travailleurs».

Leur grande préoccupation, c'est le projet de fusion SNPEA - ERAP. Déjà des licenciements sont annoncés. A Antar Donges, 40 licenciements étaient prévus pour 75. Ils avaient été refusés par l'inspecteur du travail. Ces licenciements ont été autorisés par Durafour et appliqués.

Hier matin, les travailleurs de la SNPEA à Lacq ont été lock outés. Pendant que les trusts s'enrichissent, ils font des économies draconiques sur le dos des travail-

leurs. C'est ce que dénonce la section CFDT : «*Il y a du matériel qui tient, on ne sait pas comment. Quand il y a des réparations à faire, ça traîne. Cette semaine, il y a encore eu deux départs d'incendie : ici, on travaille sur une bombe*». Voilà l'autre face du scandale des pétroliers, l'exploitation quotidienne des travailleurs, les licenciements à la chaîne.

en bref...

● *Le directeur du casino de St Amand les Eaux a été inculpé et écroué pour infraction à la législation des jeux. Pour mettre toutes les chances de son côté, on n'est jamais trop prudent avec les jeux de hasard, Mr Partouche, directeur du casino, puisait directement dans la cagnotte des jeux et organisait divers tripatouillages. Ses gains se sont rapidement montés à plusieurs millions.*

LUTTES OUVRIERES

en bref... en bref

TOUS A L'APRÈS-MIDI «PORTES OUVERTES» DU FOYER SONACOTRA DE BAGNOLET

Aujourd'hui, à partir de 14 heures, au foyer 41, rue Robespierre, métro Galliéni, après-midi «portes ouvertes» organisé par le comité des résidents du foyer et le comité de coordination des foyers en lutte.

Avec la participation des autres comités des résidents des délégations d'usines dont les Câbles de Lyon (Clichy), l'appui du comité de soutien de Bagnolet.

Au programme : pièce de théâtre sur l'immigration, visite d'un étage, court-métrages sur les conditions de logement et la lutte, débat.

Rehaut (Fougères) : après la plainte du syndic, les syndicats répondent

Jaudi, le syndic chargé de la liquidation de Rehaut, portait plainte contre les travailleurs pour la vente de chaussures qu'ils ont organisée samedi dernier lors de la journée «portes ouvertes» à Lip. Les syndicats CFDT et CGT de Rehaut ont répondu hier que cette initiative avait été décidée dans le but de «faire pression sur les pouvoirs publics pour obtenir le paiement des sommes dues pour les indemnités de licenciement».

Toutes les menaces d'intimidation de la bourgeoisie recevront des «Réos» la réponse qu'elles méritent : le développement de la lutte, l'élargissement du soutien populaire pour imposer le maintien des 600 emplois !

les travailleurs de la CII ont manifesté hier

De Louveciennes et Vélizy, les travailleurs de la CII sont venus manifester hier aux Invalides, avec un défilé de voitures (alors que la veille, les techniciens avaient profité de la rentrée de l'équipe de l'AS St Etienne pour manifester avec les voitures de service derrière les verts !). Ils protestent contre les mutations arbitraires et les menaces sur l'emploi résultant de la fusion avec Honeywell-Bull et la Télémechanique prévue par le gouvernement. Les centres de Vélizy, Avron, Gambetta, et Louveciennes seraient plus particulièrement touchés... Aussi, les ordinateurs sont-ils à l'arrêt et Louveciennes vient de proposer la reconduction et l'extension de la grève !

Communiqué

La section SGEN-CFDT ENSET proteste contre la vague de répression du pouvoir qui frappe :

- les autonomistes Bretons et Corses,
- les militants syndicaux (vidage de délégués, limitation du droit de grève et du droit de réunion dans la fonction publique notamment...)
- les immigrés : déportations de Pakistanais, enlèvement des délégués des foyers Sonacotra, etc.;
- les paysans en lutte, en particulier dans le midi viticole,
- les prétendus démoralisateurs de l'armée : soldats et syndicalistes.

La section SGEN-CFDT ENSET demande :

- la levée de toutes les inculpations devant la Cour de Sécurité de l'État (et la dissolution de cette juridiction d'exception)
- la libération de tous les prisonniers politiques dont Siméoni, autonomiste Corse, Teisseyre, viticulteur du Midi, Le Gal, militant politique
- et le retour de tous nos camarades immigrés expulsés par le pouvoir.

A Cachan, le 5/5/76

BOURGOGNE-ELECTRONIQUE (Dijon)

Un week-end de popularisation

LE PLAN DE LUTTE DES 23

Pendant le week-end, les 23 de Bourgogne-électronique vont largement populariser leur combat et diffuser l'appel. Hier soir, ils étaient à Nancy invités à un meeting du PCRml. Dimanche, ils seront à Montbard à la fête de la JOC et demain à Lyon à la

fête de Politique-Hebdo. Et... le PS (mais oui) les a invités à son congrès de Dijon. «On veut bien y aller, disent les 23, mais ce sera pour leur demander des comptes sur leur attitude pendant la grève. Pas un mot, pas un article dans leur presse, rien».

La décision a également été prise de tirer 10 000 auto-collants «Réintégration des 23», «Lutter contre la répression dans les ateliers, c'est lutter pour les 23»... Ces auto-collants seront massivement collés dans l'usine et vendus en soutien à l'extérieur.

D'autres initiatives sont prévues pour la semaine prochaine dont une exposition tournante qui se déplacera en ville pour contacter les travailleurs, faire signer des motions

de soutien. Jeudi, un pique-nique sur les pelouses devant l'usine réunira les 23 et les travailleurs qui, au lieu de manger à la cantine, apporteront leur casse-croûte. Ce pique-nique sera l'occasion bien sûr de faire le point et d'envisager la poursuite de l'action.

Les 23 de B-E, conscients de l'âpreté de la lutte engagée, s'organisent pour élargir le combat.



LES POSTIERS SOUTIENNENT BOURGOGNE ELECTRONIQUE !

Les postiers CFDT des centres de tri PTT de la plaine St Denis (93) et Gennevilliers (92) ont décidé de présenter au 10^e congrès de l'Union des Syndicats d'Ambulants et Tris Parisiens CFDT, ouvert lundi 17 mai, une motion de soutien aux 23 travailleurs que Bourgogne Electronique veut licencier, afin que tous leurs camarades des Centres de tri parisiens s'engagent dans la solidarité militante à leur côté !

L'UNION LOCALE CFDT DE LEVALLOIS : AVEC LES 23 DE B.E. !

Réuni jeudi 13 mai 76, le conseil syndical de l'Union Locale CFDT de Levallois (92) a pris connaissance de l'appel lancé par les travailleurs licenciés de Bourgogne Electronique. Elle a approuvé l'initiative de ses membres ayant abouti à la création mercredi 12 mai d'un «comité de soutien aux 23 de B.E.». Elle a décidé, en tant qu'Union Locale, d'y participer ; des pétitions de soutien ont été ventilées aux différentes sections syndicales qui vont multiplier les initiatives pour la réintégration des camarades !

A.R.C.T.

• VERDOL (Lyon) :

Pour les salaires !
Verdol à Lyon est une entreprise de mécanique textile (spécialisée dans la fabrication des métiers à tisser et dans leurs réparations) dépendant des ARCT à Roanne. 2 usines existent : une à la Croix Rousse qui emploie 150 travailleurs, une à Caluire.

A la Croix Rousse, les ouvriers sont en lutte pour une augmentation de salaire, une prime de vacances de 800F et demandent à la direction de s'engager dans l'attribution du 13^e mois. Les ouvriers arrivent aujourd'hui à leur 15^e jour de lutte. Pendant 12 jours, ils ont fait une occupation totale. Le 12^e jour, un commando de cadres a forcé le piquet mais l'occupation continue dans les ateliers de production pour empêcher la direction d'emmener du matériel. La direction, avec la CFTC tente de briser la lutte, en créant un «comité pour la liberté du travail». Les ouvriers envisagent d'organiser des manifestations dans la zone industrielle de Caluire en direction des autres usines ainsi que dans les rue de la Croix Rousse. Un meeting est prévu la semaine prochaine.

Ateliers de Roanne Contre les licenciements !

Les patrons des Ateliers Roannais de Construction Textile, au cours de la dernière réunion du Comité d'Entreprise, ont fait part de leur intention de réduire les effectifs de 250 travailleurs au moyen de mutations, et de «départs volontaires»... et si ça ne suffit pas, ils ont menacé ouvertement d'en venir aux licenciements, dès le début du mois de septembre. Pour les 1 500 ouvriers des ARCT l'heure est à la riposte et à faire front contre le chômage avec les ouvriers des usines textiles de la Loire, eux aussi menacés.

C'est pourquoi, depuis le 13 mai, les Ateliers Roannais de Construction Textile sont entrés en lutte !

• PÉAGE DE ROUSSILLON : VILLE MORTE LE 21 MAI

Contre la restructuration de Rhône Poulenc et la fermeture de l'usine RPT, la ville de Péage de Roussillon et les communes avoisinantes seront «villes mortes» le 21 mai pour faire échec aux 515 licenciements, il s'agit ainsi de populariser largement la situation des travailleurs menacés.

CHAUSSON, IL Y A UN AN «LA GRANDE GRÈVE»...

14 mai 1975 : Ces derniers temps, à Chausson, les ouvriers ont beaucoup parlé de cette journée. Ce jour-là, aux côtés de leurs camarades de Maubeuge, ils décidaient l'occupation des usines de Gennevilliers et d'Asnières pour : 250F pour tous, alignement des salaires sur ceux de Renault, dissolution de l'Amicale d'Hassan II.

Tout dernièrement, comme par hasard, la patron lâchait 1,5% d'augmentation avec 60F pour les plus bas salaires (c'est à dire la majorité). «Ils ont du avoir peur» disent les travailleurs de Gennevilliers, «mais, qu'est-ce que 60F aujourd'hui ?»

Hier à midi, le PCF a voulu marquer cette journée à sa manière. Tout le beau monde était là : Colpin, les élus du coins, DS noire à droite et à gauche, drapeau vert de l'Humanité aux portières, chansons «aux couleurs de la

France», et surtout, placeurs de cartes : «Adhère au PCF, ça ne t'engage à rien. Tu n'as qu'à signer et je te file ta carte...». Des luttes, des licenciements, de la répression dans les Foyers Sonacotra ou aux «Câbles de Lyon», pas un mot.

Le rôle que ces gens-là ont joué l'année dernière pendant la grève en divisant les travailleurs, en sabordant le comité de grève, en empêchant toute riposte face à la répression, les ouvriers français et immigrés de Chausson ne l'ont pas oublié.

C'est l'exposition-photos organisée par le comité de grève qui a retenu l'attention des gars de Chausson.

C'était important de marquer l'anniversaire de cette lutte dans laquelle les travailleurs ont accumulé une riche expérience.

Corr. Gennevilliers

• CLAUDEL (Villedieu-les-Poêles) : HALTE AUX LICENCIEMENTS !

4 délégués CFDT de l'une des 3 usines de la Manche du groupe Claudel-Nestlé étaient menacés de licenciement «pour leur comportement pendant la grève» (en décembre 75) trop ferme au goût du patron ! Le Comité

d'Entreprise ayant refusé (ainsi que l'inspection du travail) les licenciements, c'est Durafour qui a autorisé le licenciement de 2 des 4 responsables CFDT. Pour exiger la réintégration de leurs camarades, les travailleurs de chez Claudel sont en grève dans les 3 usines depuis le 11 mai. Le soutien se développe...

LUTTES OUVRIERES

INNO-MONTPARNASSE

2 syndicalistes traduites devant les tribunaux

LA BOURGEOISIE DOIT RECULER

«Nous sommes deux syndicalistes du 13^e et au mois d'octobre 1975, nous étions allées faire des courses à INNO Montparnasse. Nous avons rencontré des grévistes qui expliquaient les raisons de leur lutte. Ils demandaient aux gens de les soutenir, en passant aux caisses, les caddies remplis de marchandises et de s'en aller sans rien en disant : «*Nous laissons ces marchandises parce qu'elles sont trop chères et de toutes façons, nous soutenons les grévistes. Nous l'avons fait*». Il y a 15 jours, c'est-à-dire 8 mois après, ces deux syndicalistes, comme nous l'avons vu hier, ont reçu une lettre leur signifiant qu'elles devaient se rendre au tribunal lundi. Que leur est-il reproché ? Elles seraient coupables «d'outrage à agent de la paix pendant l'exercice de ses fonctions» lors de cette grève. Qu'en est-il ?

syndicalistes qui ont en fait soutenu des travailleurs en grève, de la même manière que les 9 syndicalistes agricoles, l'autre jour, dans le Finistère. Il ne s'agit donc pas d'un cas isolé, mais d'un nouveau pas dans la répression, qui se dessine depuis plusieurs semaines.

CE QUE VEUT LA BOURGEOISIE

Il est clair que par ce nouveau fait de répression, la bourgeoisie veut faire un exemple : il s'agit de briser dans l'œuf ce qui, dans les dernières luttes des magasins, a commencé à se forger : l'unité populaire entre les employés et les ouvriers. Après la grève de Mammoth à Rennes où les travailleurs ont soutenu financièrement les em-

ployés, après celle d'Egé à Chambéry, la grève d'Inno marquait elle-aussi un pas en avant dans ce sens. Et cela la bourgeoisie veut le faire payer très cher pour dissuader les travailleurs de suivre cette voie : elle a mis sur le dos de ces deux syndicalistes, des articles pour un équivalent de 5 ans de prison.

«*Jamais nous n'aurions pensé qu'il y aurait eu une suite, après avoir été au poste, il y a 8 mois*» nous dira une militante. 8 mois après la bourgeoisie pensait que les travailleurs auraient oublié !

Au contraire, la riposte a déjà commencé. Dans le 13^e, dans le 14^e, sur les marchés, chez Inno, des milliers de tracts commencent à être distribués, une pétition est signée. Oui, la bourgeoisie doit reculer !

Richard FEUILLET

UN PRÉTEXTE GROSSIER

Une des deux syndicalistes nous explique : «*Après avoir laissé les marchandises en signe de soutien, deux hommes en civil nous ont brutalisées, et sorties du magasin. Un policier m'a tenue par le bras et m'a emmenée jusqu'au boulevard Quinet. Tous les dix pas, il me disait «t'en fais pas, de coups de pied dans le cul, t'en auras». Je me suis alors rendu compte qu'il m'emmenait vers les voitures pour me cogner. Là, j'ai dû mon salut aux grévistes d'Inno. J'ai crié très fort et c'est comme ça que j'ai été libérée. J'ai dû montrer ma carte d'identité. Je suis revenue vers le magasin et ma camarade et moi, nous avons été emmenées au poste où on nous a demandé quelle était notre organisation, qui c'est qui nous faisait faire ça. Nous sommes ressorties vers 7*

heures. Voilà les faits. Comment, dès lors, aurais-je pu frapper l'agent ?»

Comme on le voit, il s'agit bien d'un prétexte grossier. La bourgeoisie traduit devant les tribunaux, pour des faits qui remontent à 8 mois des



A Sacilor et à Sollac LES TRAVAILLEURS SE BATTENT

Les sidérurgistes lorrains n'acceptent pas la grille de classifications que l'ASSIMILOR veut leur imposer. Ils refusent de se contenter des augmentations de salaire dérisoires et ils veulent obtenir la 5^e équipe. Les uns après les autres, les chantiers passent à l'action.

Après Hagondange et Rombas, c'est l'aciérie de Gandrange qui se met en grève. A Sollac, à Hébanche et à Florange, les débrayages se succèdent depuis quinze jours. La réponse des patrons, c'est le refus de toutes négociations, les atteintes aux droits syndicaux, des sanctions et des menaces. A Gandrange, la direction assigne deux délégués au tribunal de Thionville, elle engage une procédure de licenciement contre un travailleur, elle menace de licenciement deux délégués CFDT. A Ebange, c'est un délégué CGT qui est mis à pied pour trois jours. Chaque jour, les délégués et les militants doivent faire face aux menaces et aux provocations des cadres.

Mais le bilan des luttes menées dans la sidérurgie ces

derniers mois (Usinor-Dunkerque, Solmer, Neuves-maisons, Sacilor-Hagondange...) montre comment elles se heurtent à l'intransigeance de la bourgeoisie et ce qui apparaît de plus en plus clair aux yeux des travailleurs, c'est combien il est difficile de se battre chantier par chantier, usine par usine. Les sidérurgistes lorrains sont de plus en plus conscients que, pour faire aboutir leurs revendications, faire plier la bourgeoisie, une offensive d'ensemble est nécessaire. La journée du 13 mai, si elle satisfait les tenants du programme commun, n'apporte aucune solution aux travailleurs en lutte. Et ils le disent. C'est pourquoi, ces messieurs du P«C»F ont voulu, lors de la manifestation du 13 mai devant les grands bureaux de la Sollac (Florange) empêcher les militants

du PCRml de diffuser un tract qui appelait à une véritable offensive ouvrière et à l'unité populaire. C'est un bon signe de voir les gens du P«C»F s'énervés de la sorte. D'autant plus que les travailleurs ont pris la défense des militants du PCR et ont demandé des explications aux agresseurs. «C'est comme cela que vous défendez la liberté», «Vous êtes donc contre une offensive d'ensemble». Ces éternelles journées d'action confédérales, les travailleurs en ont marre et ils ne se sont pas privés pour le faire savoir.

Correspondant Lorraine

● **MOTTE-BOSSUT (Roubaix) : grève illimitée : A la suite de la journée du 13 mai, après avoir débrayé pour leurs revendications autonomes, les ouvriers et ouvrières de Motte-Bossut (filatures de textile) ont déclenché la grève illimitée pour la satisfaction de leurs revendications.**

en bref... en bref...

La loi anti-casseurs contre les paysans bretons

La cour d'appel de Rennes vient d'infliger de très lourdes peines de prison contre des paysans du Finistère, impliqués dans de très dures manifestations paysannes de juillet 74 à Morlaix, devant la sous-préfecture... Non content d'avoir prononcé en octobre 75, 65 000 francs de «dommages et intérêts» en faveur du Trésor Public, et des peines de prison de un à dix mois (avec sursis), la «justice» bourgeoise vient, en appel, d'aggraver ces peines jusqu'à 18 mois (avec sursis) sur «appel à minima» du parquet. En tout, l'application de la loi anti-casseur contre les syndicalistes paysans leur inflige 126 mois de prison ! C'est un précédent à ne pas laisser passer sans riposte !

STA (Ivry) : grève à 100 %

A la STA, à Ivry, une société de transport qui loue camions et chauffeurs et qui travaille principalement pour le dépôt BHV d'Ivry, la grève est partie spontanément mercredi : «*Il y en avait marre, il fallait faire quelque chose, chacun a pris ses responsabilités et on a commencé*».

Mécanos et chauffeurs ont revoté la grève hier à 100 %. Aujourd'hui, un chauffeur gagne 2 000 F par mois mais pour... 48 H par semaine ! Ils demandent la diminution du temps de travail sans perte de salaire, le retour à la semaine de 40 heures, la 5^e semaine de congés payés.

Décidés à empêcher que le patron ne tente de briser la grève en faisant sortir les camions, les travailleurs grévistes de la STA ont bon espoir que leurs camarades de la STA «*quai d'Oise*» s'unissent à eux dans un même mouvement pour imposer la satisfaction des revendications.

Corr. Ivry

Somaville Marée (Rungis) les manutentionnaires sont en grève

Les 130 travailleurs, principalement manutentionnaires immigrés, ont décidé la grève mercredi à partir de minuit pour 600 F de prime de vacances, la prime d'ancienneté, le retour aux 40 H contre les 45 H actuelles ; ils exigent en outre la prime de panier et le rappel de toutes les primes de panier non versées depuis décembre 74, conformément à la convention collective des transports. Sitôt la grève votée, les travailleurs bien décidés à tenir, ont constitué une caisse de soutien.

M.I.N. (Nantes) : contre «l'aménagement» des horaires...

Les mandataires et grossistes du Marché d'Intérêt National (MIN) à Nantes s'apprentent à faire signer un arrêté par le préfet qui obligerait les ouvriers à travailler le samedi matin et tous les autres jours de la semaine de 2 heures à 3 heures du matin jusqu'à 20 heures avec un arrêt de 12 heures à 16 heures.

Ceci est en contradiction avec l'arrêté affiché à l'entrée du Marché et les horaires pratiqués dans tous les marchés de France. Ces horaires avaient été obtenus après de longues discussions entre les délégués des mandataires et le syndicat du MIN.

Les travailleurs ont déjà prévenu les employeurs que si ce nouvel arrêté autorisant le changement d'horaire entrait en application, ils déclencheraient immédiatement la lutte. Ils sont assurés de l'appui de leur section CGT et du Syndicat des dockers.

(d'après les nouvelles de l'APL-Ouest)

● **SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS D'INNO-MONTPARNASSE : Appel à être à 13 heures à la 10^e Chambre du Tribunal de Grande Instance au Palais de Justice à Paris, lundi. Cet appel a été lancé par Inno CFDT, SICOPA syndicat du commerce de Paris ; le SGEN, les unions locales CFDT 5^e, 13^e, 14^e, le PSU 13^e, 14^e, le groupe de femmes 14^e, la GOP 13^e, le PCR 13^e, le PS 13^e, 14^e, les femmes en lutte 13^e. Des motions de soutien ont été envoyées par les sections d'entreprise du commerce à Paris.**

● **USINOR-TRITH : Empêcher l'arrêt des installations ! La direction du groupe Usinor, par la bouche du PDG Huédela Colombe, vient d'annoncer la décision d'arrêt des hauts fourneaux de Trith St Léger pour août prochain, lors du Comité Central d'Entreprise. En riposte, les syndicats CGT et CFDT organise une mobilisation régionale et une manifestation le 4 juin.**

● **ALCATEL (La Rochelle) : Les piquets de grève de l'usine Alcatel (groupe ITT) de La Rochelle viennent d'être expulsés, sur requête de la direction au Tribunal des Référés et 18 délégués syndicaux ont été cités au tribunal !**

● **REPRISE VICTORIEUSE CHEZ CRANE (Lille) : Les ouvriers de l'usine Crane, près de Lille, ont obtenu après leur grève la réduction de leurs horaires sans perte de salaire et 10% d'augmentation.**

INFORMATIONS GENERALES

MAX SIMEONI DÉNONCE LA JURIDICTION D'EXCEPTION



suite de la une

Il contrôle tout : l'instruction, le tribunal par nomination des magistrats et finalement les recours de la défense ne sont pas possibles au niveau de l'instruction. Il y a vraiment une disparité énorme entre l'accusation et la défense, on n'a absolument aucune garantie.

QdP : Est-ce qu'il y a une expertise balistique sur la trajectoire des balles ?

M.S. : Non absolument pas. On nous a refusé toutes les expertises sur les faits. Il n'y a pas d'appel possible vous le savez, sauf en ce qui concerne les décisions du juge d'instruction pour les questions de mise en liberté. On nous a refusé les reconstitutions partielles et on nous a même refusé une nomination d'un expert en balistique nommé par eux d'ailleurs.

QdP : Donc, ils vont juger

sans aucune preuve ? M.S. : Ils vont juger sur leur interprétation en ce qui concerne le trouble de la vie publique. Ils le jugent parce qu'il est autonomiste, c'est tout. Les faits matériels ils ne s'en préoccupent pas, bien mieux, comme les faits matériels posent quelque problème de responsabilité qui nous dégagent, ils préfèrent passer outre.

QdP : Comment les Corses attendent-ils ce procès ?

M.S. : Ils l'attendent avec beaucoup d'intérêt et même avec une certaine inquiétude. Les Corses ont déjà donné leur jugement. L'agresseur à Aléria, ce n'était pas Edmond Simeoni et ses camarades, l'agresseur c'était monsieur Poniatowski et l'Etat centraliste. Parce qu'à aucun moment, ils n'ont voulu un affrontement, ils y ont été contraints, on a transformé une protestation politique en piège contre les autonomistes et

les Corses savent très bien qui est l'agresseur dans cette affaire. Le service d'ordre a évité toute négociation, il voulait l'affrontement. Nous ne sommes pas responsables de la mort des deux gendarmes.

QdP : Est-ce qu'il y aura des manifestations pour le procès ?

M.S. : Il y en aura sûrement. Il y aura sûrement une grève générale de solidarité le premier jour à l'ouverture du procès. Il y aura toutes sortes de manifestations symboliques. Il y aura des feux qui seront allumés à titre symbolique la veille du procès, dimanche soir dans les villages et dans toutes les villes de même que les feux servaient dans le passé à donner l'alerte contre les envahisseurs, cette fois-ci ils seront le signe de la solidarité. Je crois que les Corses sont tous d'accord pour qu'il n'y ait pas de condamnation.

VIERZY

PRISON AVEC SURSIS POUR CINQ CHEFS DE SERVICE DE LA S.N.C.F.

Le 12 juin 1972, sur la ligne Paris-Laon, deux trains rentraient en sens inverse à 100 à l'heure dans le tunnel de Vierzy qui venait de s'écrouler : on relèvera 108 morts et 120 blessés.

Deux enquêtes contradictoires étaient menées : l'une concluait à la responsabilité de la SNCF, l'autre à celle de la société privée qui effectuait des travaux de réfection dans le tunnel.

ouvert à Soissons, le 24 février 1976, comparaissaient sept hauts fonctionnaires de la SNCF, un contrôleur des ouvrages d'art de la SNCF, et un ingénieur de la société qui effectuait les travaux au moment de l'accident.

Mais ces deux enquêtes s'accordaient à estimer qu'il ne pouvait y avoir de responsable à inculper, puisque l'accident était dû, selon eux, à «un vice caché», «une anomalie imprévisible». La fatalité !

travaux de réparation de 500 tunnels ! En ce qui concerne le tunnel de Vierzy, «dès sa création, ce tunnel a eu des avatars. Est-ce que la SNCF a employé tous les moyens voulus pour faire un diagnostic de l'état du tunnel ?

Le réquisitoire a mis en évidence les «négligences», «l'inertie incompréhensible», «l'excès de confiance», dont avait fait preuve la SNCF. Le procureur a affirmé : «Il est apparu, dès le premier jour, que la responsabilité de la



Ce n'est pas l'avis de l'union des familles des victimes de la catastrophe de Vierzy, qui s'est fixé pour objectif de faire en sorte que pareille catastrophe ne se reproduise pas : et pour cela, où sont les responsabilités ? Depuis l'accident, la SNCF a débloqué l'argent pour les

De toutes façons, le traitement était facile à appliquer, puisqu'ils le font maintenant», nous déclarait le Dr Guillemot, président de l'Union des familles des victimes, lors de l'ouverture du procès.

catastrophe ne pouvait incomber qu'à la SNCF, tant sur le plan civil que sur le plan pénal». Témoignages et pièces fournies par l'instruction montraient que le tunnel «n'était pas dans un aussi bon état que le soutiennent les inculpés».

A ce procès, qui s'est

P.G.

Le musée de la déportation (près de Schirmeck) DÉTRUIT PAR UN INCENDIE CRIMINEL

S'agirait-il alors d'une vengeance d'anciens éléments fascistes ? De toute façon, quels que soient les auteurs de cet acte de provocation odieux, ils se trompent s'ils croient que l'heure est venue pour eux de relever la tête et ce n'est pas en détruisant les preuves matérielles qu'ils feront oublier les crimes du fascisme.

Quant aux flics, ils se sont montrés, vendredi dernier, en réprimant sauvagement une manifestation anti-fasciste à Strasbourg, les meilleurs défenseurs des groupuscules fascistes. Ne nous faisons pas d'illusions sur leur détermination à découvrir les vrais coupables.

Le Struthof, ce nom à la terrible mémoire, c'était pendant l'occupation nazie, un camp de la mort installé sur le sol de l'Alsace annexée. Isolé dans la montagne, ce camp à vu défilier derrière sa double enceinte de barbelés que gardaient jour et nuit les SS et leurs chiens, d'innombrables résistants et patriotes (dont beaucoup d'Alsaciens) qui n'étaient souvent coupables que d'avoir gardé la tête

haute face à l'occupant. Ils y ont enduré des souffrances inhumaines et beaucoup sont morts.

Après la libération, le camp a été gardé en l'état pour servir désormais de témoignage. Un musée de la déportation a été installé dans une des baraques, où étaient rassemblés des pièces uniques -tuniques, sa-

bots, insignes de détenus politiques, croquis offerts par les anciens déportés, témoignant de la barbarie fasciste et du courage de ces hommes qui jusqu'au cœur de l'enfer ont continué de résister. C'est ce musée de la déportation qui, dans la nuit de jeudi à vendredi, a été entièrement détruit par un incendie criminel. Comme seule signature, une date 27/1/45, écrite à la peinture jaune sur le mémorial de la déportation qui s'élève à l'entrée du camp, cette date étant suivie d'une croix de Lorraine. Cette même date est répétée sur un des miradors. Or, ce 27 janvier 45 (deux mois après la libération de Strasbourg) c'est, selon d'anciens résistants, la date où plus d'un millier de SS et de SA arrivent à ce camp libéré et maintenant dirigé par les FFI, pour y être internés à cause des crimes qu'ils ont commis.

en bref... en bref... en bref.

LES PROMOTEURS IMMOBILIERS ET LE «SOCIAL»

De quoi peut-on discuter entre promoteurs immobiliers au Casino de Deauville ? Du «logement social» ma chère ! Le Congrès de la Fédération Nationale des promoteurs-constructeurs s'est penché sur «la construction sociale et les promoteurs privés». Ces messieurs veulent faire du social, encouragés en cela par le rapport Barre qui recommande au gouvernement d'ouvrir le secteur du logement social au privé, et de leur offrir les mêmes prêts qu'aux organismes d'HLM. La construction de logements de luxe est en crise actuellement, ceci explique l'intérêt des promoteurs privés pour le «social».

● LA PRESENCE DES FEMMES : LE PCF DU VAL DE MARNE dont plusieurs militants ont participé (sous couvert de la CGT - 94) à l'agression contre les groupes de femmes le 1^{er} mai et pratiquent depuis la calomnie la plus basse contre ces militantes des Comités de Quartiers et d'Entre-

nise un rassemblement mercredi prochain à Créteil de femmes du département. Pour cette opération démagogique et électoraliste (sur le thème des saisies, des expulsions, du chômage et de la vie chère...) le PCF a découvert d'un coup que «la présence des femmes est indispensable».

● Un nouvel atelier clandestin a été découvert, c'est le douzième depuis le début de l'année. Situé à Aubervilliers, il employait comme les précédents des ouvriers yougoslaves. Les ouvriers employés illégalement, au nombre de 4 ont été expulsés. Le chef d'atelier a été déferé devant le parquet. Il y a des centaines d'atelier de ce genre qui fonctionnent, profitant du chômage qui touche les travailleurs yougoslaves dans leur pays et en France. La plupart sont bien connus des autorités qui ferment les yeux, sans doute certains y trouvent-ils leur intérêt.

Le Comité de Soutien à Romain Le Gall organise : samedi à Lorient, Maison des syndicats, manifestation et rassemblement anti-répression.

INTERNATIONAL

ELECTIONS AMÉRICAINES

CARTER EST-IL LE CANDIDAT DE LA "DETENTE" ?

Jimmy Carter, le favori du parti démocrate pour la candidature aux élections présidentielles américaines de novembre, est un nouvel arrivant sur la scène politique. Aussi beaucoup de questions restent posées concernant l'orientation qu'il représente, les intérêts qu'il défend.

Ce Carter, par certains traits, est typique de la débilite de la scène politique américaine. Ancien pasteur, il prie, paraît-il, plusieurs fois par jour. Il a axé une bonne partie de sa campagne sur des thèmes moralisateurs extraits de la bible. C'est, dit-on, sur cette base qu'il séduit aujourd'hui les foules américaines, avec à l'appui un sourire qui n'a rien à envier à celui de John Kennedy.

Jusqu'ici, ses options en politique internationale restaient peu claires : « J'ai beaucoup à apprendre », disait-il, quand on le questionnait sur le sujet. Or, celui-ci ne peut être indéfiniment éludé. En particulier, dans la dernière période, la question de l'attitude à l'égard de l'URSS détermine des contradictions extrêmement vives dans les milieux qui font la politique américaine.

POUR SUIVRE OU NON LA « DÉTENTE »

La « détente » ne favorise-t-elle pas, en dernière analyse, une évolution du rapport des forces défavorable aux États Unis ? L'intervention de l'URSS en Angola, la poussée considérable de l'appareil militaire soviétique, qui tend de plus en plus à rattraper, sinon à dépasser, celui des États Unis, ont attiré l'attention sur ce point. Dans la lutte pour le partage du monde, il s'agit maintenant de savoir si les USA poursuivront une politique qui compte plutôt sur la « sagesse » soviétique, ou si, plus en conformité avec la réalité, ils en reviendront à une atti-

tude de « confrontation » plus dure. La faiblesse de la politique extérieure de l'impérialisme américain tient en grande partie,



« Eh bien ! Qu'en pensez-vous ? » Ford peut-il battre Carter sur le sourire ?

depuis plusieurs mois, à l'indécision sur ce problème.

Cependant, Carter n'a pas été totalement muet sur les options de politique extérieure.

Dans une interview au magazine « Time », celui-ci indique en effet : « J'approuve le concept de détente. Je ne pense pas que nous puissions obtenir un règlement durable au Moyen Orient sans la coopération totale de l'Union Soviétique ». Il se serait également prononcé en faveur d'une réduction de l'engagement militaire

américain en Europe : région-clé, où justement se décide pour l'essentiel la domination du monde.

QUELLES SONT LES PRÉFÉRENCES DE MOSCOU

Aussi, des questions se posent sur l'attitude de Moscou dans la dernière période. D'une part, l'entourage de Carter lui-même a fait savoir que l'ambassade soviétique à Washington cherchait assidument à prendre contact avec le candidat. D'autre part, l'annonce faite par Moscou, unilatéralement, que la signature du traité sur les essais nucléaires pacifiques aurait lieu hier, a contraint Ford à la repousser précipitamment.

En effet, celui-ci, pressé par son rival Reagan, qui a remporté sur lui plusieurs victoires en enfourchant le cheval de bataille de la fermeté à l'égard du Kremlin, a dû, ces derniers temps, orienter lui aussi sa campagne dans ce sens.

Alors, s'agit-il pour Moscou de favoriser Carter contre un Ford qui se détournerait de la détente ? Ou, au contraire voudrait-on y donner au président en exercice l'occasion de faire preuve de « fermeté », le temps de la campagne : voudrait-on alors déconsidérer Carter par des liens trop visibles ? Ceci en comptant que Ford reviendrait à la politique de détente, une fois les élections passées. La question reste posée.

Jean LERMET

Italie : Le PCI propose une large coalition gouvernementale

« Notre proposition est au moins pour quelques années, que notre pays soit dirigé par une large coalition gouvernementale », a déclaré, devant le Comité Central, Berlinguer, secrétaire général du PCI. « Notre proposition n'est pas en contradiction avec la stratégie du compromis historique, qui met l'accent sur l'alliance entre le PCI et la Démocratie Chrétienne, mais elle veut répondre aux nécessités urgentes du moment », précisait-il par la suite.

Au fond des choses, la nécessité urgente du moment pour le PCI est une nécessité électorale. La campagne électorale va être dure et oppose le PCI à la démocratie chrétienne, comme l'attestent les interventions du pape et de ses évêques ainsi que l'orientation de la campagne par la DC sur le thème « pour ou contre le communisme ». Ce sont autant de résistances au compromis historique au sein de la démocratie chrétienne. Les choix de la bourgeoisie italienne ne se portent pas majoritairement sur la venue du PCI au pouvoir, entre autres à la suite des pressions de l'impérialisme américain. La stratégie du compromis historique risque de se trouver bloquée et le PCI fait comprendre à la DC qu'il peut encore faire l'alliance avec d'autres forces, éventuellement en répondant à la proposition du PS de faire un front populaire. Le 13 mai dernier, le secrétaire général de la Centrale syndicale contrôlée par le PCI a déclaré : « Si la gauche dépasse 50% des voix, elle ne pourra pas se soustraire à ses responsabilités ».

Dans sa raison d'être, la proposition gouvernementale large du PCI répond aux mêmes préoccupations que

le compromis historique. « La crise économique, l'inflation, la chute de la lire, la vie chère n'ont pas seulement frappé durement le niveau de vie des larges masses populaires... mais menacent aussi d'abattre à un resserrement catastrophique de nos bases productives ou à une banqueroute de l'Etat ». Autrement dit les effets de la crise sur les travailleurs sont infiniment moins graves que les menaces qu'ils font peser sur l'avenir même du capitalisme italien. L'incapacité de la démocratie chrétienne à mettre un terme à la crise économique est l'argument essentiel de la proposition du PCI qui s'adresse directement à la bourgeoisie italienne.

INDIGNATION EN NAVARRE : DEUXIÈME MORT APRÈS LE RASSEMBLEMENT CARLISTE

Après la mort du jeune ouvrier navarrais Carlos Garcia, on vient d'apprendre le décès de Amiano Jimenez Santos, âgé de 40 ans, qui avait été blessé dimanche lors du rassemblement carliste de Montejurra.

A Santurce (Bilbao), un festival basque a eu lieu auquel ont assisté plus de 5 000 personnes, qui brandissaient des drapeaux nationaux d'Euskadi. Les flics ont sorti les participants à coups de matraque.

MARTINIQUE

La grève se poursuit toujours dans l'électricité et dans le bâtiment. Dans ce dernier secteur, les syndicats exigent comme préalable à la reprise du travail, le paiement des journées de grève. La grève de l'électricité, particulièrement efficace, paralyse une bonne partie de l'activité économique du pays.

Cependant, à l'Assemblée Nationale, le ministre des colonies, Stirn, a déclaré : « La Martinique est département français pour toujours, de manière irréversible ». On peut toujours rêver...

ZIMBABWE

Intensification de la lutte armée. Depuis le début de l'année 76, les combattants de l'ANC ont attaqué plusieurs positions gouvernementales, portant ainsi des coups sévères au gouvernement raciste de I. Smith. Celui-ci, devant l'ampleur du mouvement, est obligé de reconnaître la perte d'une centaine d'hommes parmi ses troupes. Ainsi, malgré le renforcement de la répression, l'ANC poursuit ses actions pour la libération nationale.

PORTUGAL : Le général Eanes, candidat à la présidence de la république soutenu par les partis de droite et le PS a déclaré : « Je demanderai au secrétaire général du parti socialiste de former le gouvernement ; quant aux conditions, elles seront connues alors ». Autrement dit, le général se réserve d'accepter ou non un gouvernement uniquement socialiste comme le prévoyait Mario Soares.

KISSINGER, GISCARD ET L'AFRIQUE

C'est une initiative extrêmement précieuse, a déclaré Kissinger en parlant des propositions de Giscard au sommet franco-africain qui s'est déroulé à Paris, au début de la semaine. « Ces propositions relèvent du genre d'efforts majeurs et coordonnés qui sont nécessaires si l'on veut s'attaquer aux causes fondamentales des problèmes du développement ». Il ne pouvait dire plus nettement que les États Unis envisagent de coordonner leur nouvelle politique en Afrique avec la politique de Giscard. Ce sera d'ailleurs un point de l'ordre du jour des discussions qui auront lieu pendant le voyage de Giscard aux USA du 17 au 21 mai.

Jusqu'à quel point Giscard coordonnera-t-il sa politique avec celle des USA. Deux questions : celle de la Rhodésie, et celle des rapports économiques, sont déterminantes actuellement. « Nous n'avons pas parlé de politique » affirmait Senghor, le président du Sénégal à l'issue de la conférence de Paris. Notamment la question de la Rhodésie n'a pas du tout été abordée.

De son côté, Kissinger, rendant compte de sa tournée en Afrique, expliquait ainsi les choses au Sénat avant-hier : « Nous avons repris l'initiative », si la nouvelle politique africaine est appli-

quée elle réduira la menace d'une nouvelle intervention cubaine, ou tout autre intervention armée soviétique en Afrique. La condition est que soit effectivement appliqué l'embargo sur les importations de chrome rhodésien, car si elle se poursuivaient, « nos importations de chrome seraient effectivement gravement compromises », lorsque le régime raciste sera renversé. Giscard alignera-t-il sa politique sur ce point avec celle de Kissinger ? Comme lui, tentera-t-il d'imposer une solution négociée au peuple de Zimbabwe, alors que pour celui-ci, la seule solution est la guerre de libération qu'il a entreprise ?

A Paris, Giscard a proposé la création d'un fonds de solidarité regroupant essentiellement les pays européens pour financer des projets en Afrique. Il précisait que ce fonds était ouvert aux États Unis « s'ils désirent y participer ». Des points de convergence existent en effet, en Afrique entre les États Unis et la France, notamment l'un et l'autre cherchent à maintenir la main-mise impérialiste sur les richesses du Tiers-Monde malgré la volonté des pays africains de construire des économies indépendantes.

Du point de vue des États-Unis, un accord avec l'impérialisme français serait précieux pour la mise en œuvre de leur politique en Afrique : la réunion de Paris a montré qu'il y avait encore des positions solides, d'une part. D'autre part, le visage d'ami du Tiers-Monde que se donne volontiers Giscard pourrait permettre aux USA d'avancer leurs propositions par ce relais, en limitant les risques de les voir dénoncer.

Ainsi, l'Afrique sera une part importante des discussions entre Giscard et Ford, lors du voyage aux États-Unis du président français : pour les USA et pour la France, elle constitue une préoccupation importante. Les USA ne négligeront sans doute aucun moyen pour obtenir un accord le plus complet possible entre les deux politiques.

Grégoire CARRAT

L'ambassadeur des États-Unis en Rhodésie a averti les Américains qui se trouvent dans le pays de se préparer à partir car la situation risque de s'aggraver. La déclaration appelle également les Américains à ne plus voyager en Rhodésie. Outre l'indication précise sur la situation difficile dans laquelle se trouve le gouvernement raciste, cet appel est une suite du voyage de Kissinger en Afrique, au cours duquel il avait assuré que les USA allaient cesser leur soutien à la Rhodésie.

INTERNATIONAL

Liban

LES FORCES PATRIOTIQUES DÉNONCENT LE RÔLE DE LA SAÏKA

L'intervention syrienne au Liban se fait de plus en plus sentir. Les forces patriotiques, avec l'Armée du Liban Arabe ont dénoncé cette intervention qui divise le front qui a lutté contre les forces isolationnistes précédemment. D'autres problèmes commencent à s'ajouter à cette intervention, c'est le refus de Frangé de démissionner, après qu'il ait accepté l'élection d'un nouveau président. Ce refus est la conséquence de l'attitude syrienne et de la Saïka qui ont ouvert une brèche dans le camp patriotique, ce qui profite aux forces réactionnaires. De nouveau, le danger de la partition est là : deux présidents sont au pouvoir, chacun pour une zone. Pour les forces patriotiques, seule une offensive comme celle de la montagne peut éloigner ce danger. Mais la Saïka bloque leur avancée.

D'un autre côté, après la demande de Joumblatt d'arbitrer le conflit pour faire échec à l'intervention syrienne, les puissances impérialistes commencent à s'en mêler de nouveau. La France compte envoyer Gorse au Liban, espérant que son rôle sera plus marqué que la première fois.

La station de Radio-Liban, qui était aux mains du général Ahdab depuis le 11 mars, a été occupée par l'Armée du Liban Arabe.

Palestine

15 mai 1948 - 15 mai 1976 :

DU TERRORISME ISRAËLIEN À LA LUTTE PALESTINIENNE

Le 15 mai 1948, l'État d'Israël est proclamé. Sa création a été le résultat d'un plan impérialiste commencé après la première guerre mondiale.

Depuis le plan de partage de la Palestine voté le 29 novembre 1947 par les Nations Unies, sous la coupe des États Unis à cette époque, jusqu'à la proclamation de l'État sioniste, plusieurs mesures ont été mises en place en Palestine pour réaliser ce plan.

Le plan de partage de l'ONU donnait 56% des terres palestiniennes à Israël. Depuis cette date, les organisations terroristes sionistes, genre Haganah, en liaison avec le pouvoir britannique présent en Palestine, exécutent leur plan visant à vider la partie promise aux sionistes de leurs habitants palestiniens.

PLAN D : OCCUPATION AVANT LE 15 MAI

Des historiens israéliens racontent comment leur plan fut exécuté : il y a eu tout d'abord «une préparation de ce qu'on a appelé l'offensive opérationnelle plan D, qui avait pour objectif de contrôler la région allouée à l'État juif, et de défendre non seulement ses frontières, mais aussi les zones de colonisation juive et la population juive qui se trouvait à l'intérieur de la région allouée aux Arabes Palestiniens...». «Le pre-

mier avril, la Haganah, ... déclencha la première des 13 opérations qui composaient le plan D : 8 d'entre



L'armée israélienne venue en renfort contre le soulèvement.

elles ont été exécutées contre des villages arabes situés à l'extérieur de la région allouée à l'État

juif... Le résultat de cette campagne aboutit à l'occupation de Haïfa, des villages autour de Jaffa, de Bissane, des villages avoisinant Acre, des quartiers résidentiels arabes de la nouvelle ville de Jérusalem, ainsi qu'au «nettoyage» de toute la Galilée orientale et occidentale». (Netanel Lorch)

Avant le 15 mai, les Palestiniens furent expulsés par la terreur de leurs villages et, quand les sio-

comme ce fut fait à Deir Yassine, le 23 avril 1948.

Deux auteurs israéliens expliquent clairement le terrorisme auquel la Haganah a eu recours : «Les représailles étaient devenues un devoir national... Un exemple typique de cette nouvelle politique fut le raid exécuté sur Sa'ssa, le 15 février 1948, village quasiment inaccessible au centre de la Galilée... Cette nuit, une colonne Palmach de 60 membres... atteignit Sa's-

naccessible pour la Haganah. Et pour rendre les choses plus sûres, d'autres opérations de même acabit furent exécutées contre des villages arabes...». (Jon et David Kimche).

Le pouvoir britannique avait décidé de quitter la Palestine le 15 mai 1948. Tout de suite après, les sionistes proclament leur État. Ce fut le plus grand coup porté aux peuples arabes. Mais les régimes en place, liés à l'impérialisme, n'ont pas su riposter. La guerre de 48 n'a eu pour résultat que l'occupation d'une plus grande partie de la Palestine et la consécration pour quelque temps de l'État israélien.

«JOURNÉE DE LA LUTTE PALESTINIENNE»

C'est à cause de l'importance de cette date pour le peuple palestinien et de la montée de la lutte à l'intérieur de la Palestine que le Fath, principale organisation palestinienne, a décidé de faire de cette journée une «Journée de la lutte palestinienne». Cette journée sera une occasion pour le peuple palestinien vivant sous l'occupation pour manifester sa volonté de chasser l'occupant sioniste de l'ensemble de la Palestine.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LE NAUFRAGE DU PÉTROLIER «URQUIOLA»

LA VIE D'UNE RÉGION MENACÉE

L'Urquiola est échoué à l'entrée du port de la Coruna. L'incendie de la nappe de pétrole a pris fin : les navires du port de la Coruna ne sont donc plus en danger et ont pu regagner leur mouillage. Mais les 118 000 tonnes de pétrole continuent à s'écouler, et les moyens mis en œuvre jusqu'à présent n'ont pas suffi à freiner la progression de la nappe. Les détergents s'étant montrés inefficaces, des bateaux venant de Hollande vont pomper le pétrole.

Le pétrolier et son contenu représentent une valeur de 250 millions de francs : leur perte n'affectera probablement pas beaucoup l'armateur, qui est assuré. Par contre, les dommages occasionnés pour l'environnement sont dramatiques pour le peuple de cette région, qui tire une bonne partie de sa subsistance de la mer. Il y a bien sûr le tourisme, com-

promis par la pollution des plages. Mais surtout, la destruction massive de la faune et de la flore sous-marines : selon le directeur de l'institut océanographique espagnol, «La couche de pétrole qui recouvre déjà la mer va empêcher l'échange d'oxygène entre l'atmosphère et la mer et entraîner l'asphyxie des poissons et autres animaux marins».

Or, les côtes de la Galice sont une grande région de pêche. Les moules, huitres, coques, et autres coquillages (la fameuse coquille St Jacques) sont également une richesse des côtes de Galice : elles sont gravement affectées par cette pollution. D'après les premiers éléments d'enquête, le pétrolier était trop chargé, gîtait, et a voulu entrer dans le port sans attendre la marée haute : ce qui serait à l'origine de l'accident. Le capitaine, qui a sauté à l'eau après l'accident, n'a toujours pas été retrouvé. Cette marée noire sera plus importante que celle du «Torrey Canon», la première de cette série noire, il y a 9 ans, et une des plus importantes jamais enregistrées. Et



encore, le pétrolier Urquiola n'est pas ce qu'on appelle un pétrolier géant. Plus un pétrolier a une contenance importante, plus il est rentable. Mais leur généralisation par leurs trusts capitalistes constitue maintenant un risque permanent pour les populations côtières.

P.G.

Luttes contre la pollution

Depuis un certain nombre d'années, les peuples d'Espagne ont entrepris la lutte contre les méfaits du capitalisme sur les milieux naturels, en particulier contre les multinationales. L'impérialisme américain en particulier s'est comporté en Espagne au mépris total de la vie des habitants, n'hésitant pas à en faire un dépotier pour ses déchets industriels. On se souvient de la vague de protestations, il y a quelques années contre la «perte» d'une bombe atomique dans la région de Malaga (Palomares) ; plus récemment, en juin dernier, des paysans de la région d'Aragon avaient engagé la lutte contre l'implantation d'une centrale atomique en occupant les terrains dont ils avaient été expropriés. Le conflit s'est prolongé plus d'un mois et il avait fallu l'intervention armée de la Garde Civile pour les chasser. Le mois dernier, une lutte de grande ampleur s'est engagée dans la région de Valence contre la pollution de l'Albufera, par le trust Thomson. L'Albufera est un vaste étang, qui était à la fois un lieu de promenade pour les Valenciens -aujourd'hui on voit des oiseaux crèvés sur le toit des «barracas» (maisonnettes)- et la principale source d'irrigation des rizières de la région. Les paysans et les citoyens sont décidés à arrêter ce gâchis et à obliger le trust Thomson à payer.

L'ÉCONOMIE DE LA GALICE EN PÉRIL

La Corogne, ville de 200 000 habitants, une des plus importantes de Galice se relèvera-t-elle de l'incendie du pétrolier Urquiola ? Il est permis d'en douter, car les conséquences de ce désastre ne se limitent pas aux effets toxiques des vapeurs de soufre qui empoisonnent les habitants à 100 kilomètres à la ronde, ni aux dégâts occasionnés sur les côtes et à leurs conséquences sur le tourisme. En effet, la principale activité économique de la région tourne autour de la pêche et des industries dérivées, conserveries et aluminium. Il est clair que la pollution des eaux va détruire pour de longues années la faune et la flore marines. Les produits chimiques utilisés pour contenir le pétrole risquent de faire plus de mal que le mazout

lui-même : il n'y a pas de solution de rechange pour l'économie de cette partie de la Galice car le sol, pauvre et humide, ne peut être utilisé que pour l'élevage bovin.

La situation se trouve encore aggravée par le fait que la région est pénétrée par de larges «rias», des bras de mer qui peuvent s'enfoncer jusqu'à des dizaines de km à l'intérieur des terres. C'est donc une bonne partie de la Galice qui se trouve touchée par la marée noire. L'État fasciste espagnol est d'ailleurs totalement incapable de prendre les mesures nécessaires, et a adopté vis-à-vis de la Galice un point de vue centralisateur, comparable à celui qui opprime d'autres nationalités.

FOYERS SONACOTRA : OU EN EST LE MOUVEMENT

INTERVIEW

DE 2 RESPONSABLES DU COMITÉ DE COORDINATION

Recueillie par Julien LEBLOND

Les deux responsables du Comité de Coordination des foyers Sonacotra en grève avec qui nous avons eu cet entretien dressent, dans cette première partie, un tableau de la situation du mouvement de grève des loyers aujourd'hui, font le point sur les manœuvres du gouvernement et du P(C)F, et tracent des perspectives immédiates.

Dans une deuxième partie à paraître, sont analysés avec eux les acquis politiques de ce mouvement, sa place dans l'histoire des luttes des travailleurs immigrés et les leçons qu'on peut d'ores et déjà en tirer pour la construction de l'offensive unie de toute la classe ouvrière contre la bourgeoisie impérialiste en crise.

Quotidien du Peuple : Quelle est la situation du mouvement aujourd'hui, les foyers qui sont en grève, dans la région parisienne et en France ?

R. : La situation, elle a changé depuis la répression qui s'est abattue le 16 avril. Elle a pris une autre tournure, en notre faveur. Parce que, tout-à-fait au début du mois de septembre jusqu'au mois d'avril, le mouvement était un peu étouffé. Après les expulsions, malgré ce qu'espérait le gouvernement, on a reçu pas mal de contacts et pas mal de soutien.

Aujourd'hui, le mouvement a deux aspects : l'aspect juridique, il y a certaines démarches juridiques qu'on a entamées, et l'aspect mobilisation et popularisation. Au début, on peut dire que les gars manquaient quelquefois de combativité, mais les expulsions des camarades, c'était intolérable, et un grand nombre a rejoint le mouvement. Par rapport à cela, il y a certaines organisations politiques qui cherchent par tous les moyens à nous diviser et à pouvoir contrôler le mouvement. Parce que nous, lors du meeting de février, on s'est déclaré autonomes et libres de toute organisation et parti politique. J'ai vu récemment dans un journal que «pour la première fois, il y a un comité de résidents qui s'est créé réellement» ! C'est tout à fait contre nous. Il y a actuellement un procès en cours : il y a le recours en Conseil d'Etat pour les expulsions hors de France, et on avait déposé une plainte contre la Sonacotra pour «prix illicites et défauts de normes d'hygiène et de sécurité».

«...plus de 57 foyers maintenant en grève»

QdP : Combien y-a-t-il de foyers en grève aujourd'hui ?

suffisamment d'informations qui circulent mais on est toujours plus de 57 foyers maintenant qui sont en grève. Il n'y a que deux ou trois foyers qui ont repris, cela ne nous fait pas peur parce que ces foyers sont dirigés... on sait par qui ! Et qu'est-ce qu'ils ont gagné ces foyers ? Ils ont gagné 40 cts de baisse et la Sonacotra propose aux délégués de faire des stages et de leur payer tout, y compris leur salaire, comme s'ils travaillaient. Alors cela effectivement, c'est dangereux. Cela veut dire qu'actuellement la Sonacotra essaie d'acheter les délégués. C'est une proposition dangereuse. Les camarades n'en comprennent pas toujours le sens.

QdP : Si on fait le point sur les menaces de la Sonacotra ? Les menaces de saisies-arrêts sur les salaires et les menaces d'expulsions ?

R. : Cela on l'a vu concrètement. Les délégués ont pratiquement tous reçus ces lettres. C'est une double tactique de la Sonacotra, une tactique en deux temps : expulser les délégués, les responsables hors des foyers, pour ensuite permettre aux flics de les embarquer sous prétexte qu'ils n'ont pas de logement en se basant sur la nouvelle réglementation Dijoud. Pour la Sonacotra, c'est une manière de casser le mouvement parce que, selon elle, lorsqu'il n'y aurait plus ces responsables, il n'y aurait plus personne pour faire la grève ! Mais ils se trompent là-dessus ! Les gars ils ont pris conscience...

QdP : Et les menaces de saisies-arrêts sur les salaires ?

R. : Ça s'est passé à Dijon. Et notre



R. : Par rapport à la tournée qu'un délégué a fait en province, il y a à peu près huit nouveaux foyers qui vont se mettre en grève, sous peu. Il y a déjà création de comités de soutien sur place. Leur première tâche dans ces foyers, c'est de mettre l'action en marche. Dans l'Est de la France : Nancy, Dijon, Sochaux, etc... Pour ce qui est de la région parisienne, il y a plusieurs foyers... Mais si tu veux, il y a un manque de moyens pour pouvoir regrouper tous les foyers : moyens de transport, moyens financiers, etc... Ce qui ne permet pas de contacter tout le monde et c'est pour cela qu'il n'y a pas

avocat a discuté avec les gars et puis, il est allé voir le Préfet, le président du tribunal... Pour nous, c'est de la pure intimidation. En plus, il y a une loi qui n'autorise les saisies-arrêts sur les salaires que pour le non-paiement des impôts, uniquement, pas en cas de conflit social.

Calomnies et démagogie révisionnistes

QdP : Au cours d'une récente conférence de presse (CGT, CFDT, UGTA et Amicale des Algériens), Séguy, pour la CGT, est allé jusqu'à critiquer le Comité de Coordination disant qu'il n'avait pas été élu démocratiquement, qu'il avait pour but «d'entretenir une agitation permanente dans les foyers», etc...



ment, qu'il avait pour but «d'entretenir une agitation permanente dans les foyers», etc...

R. : Tout cela est calomnieux ! On l'a démenti et on est prêt à le refaire. Parce que si on n'était pas élu démocratiquement, la manifestation du 24 n'aurait pas eu un tel succès. Chaque comité de résidents a été élu démocratiquement dans son foyer, les camarades ont confiance en leurs délégués, et il y a deux délégués de chaque foyer qui le représentent au niveau de la coordination. On n'est ni manipulé, ni des gauchistes. Simplement ceux qui disent ça, c'est parce qu'ils n'arrivent pas à contrôler le mouvement, alors ils font de la démagogie.

QdP : Est-ce qu'il a déjà été discuté au sein du Comité de coordination de cette question de la reprise de deux foyers de Strasbourg et de l'élection du comité de résidents de St Denis (Allende) ?

R. : Pas encore, on pense entreprendre une action concrète pour que les travailleurs de ces foyers voient bien où est leur intérêt. On a vu le protocole d'accord. Ce protocole dit : la Sonacotra passe l'éponge sur les arriérés de paiement des loyers. Ces arriérés, ont été «stabilisés» par le gouvernement. C'est les 5 milliards qu'il a donné à la Sonacotra. Le règlement intérieur, c'est toujours le même ; il y a toujours un gérant. Ils ont gagné 40 cts de baisse ce qui représente 12 F par mois, nous on demande une baisse d'environ 100 F.

«Les résidents ont pris leurs affaires en mains»

QdP : Alors comment se peut-il que les résidents se soient ainsi laissés «avoir» ?

R. : Dans le foyer Allende, très précisément, puisqu'il est question de celui-ci et de celui-là seul, le dirigeant est militant du PCF. Il fait des discours de 3 ou 4 heures. Il endort les gars. Nous, on va simplement expliquer aux gars leur intérêt : est-ce que 12 F, cela peut représenter une victoire ?

Parce que le PCF et certains dirigeants de la CGT, n'ont jamais réussi une unité comme celle qui existe aujourd'hui, c'est-à-dire rassembler des milliers d'immigrés de différentes nationalités sur une seule et même base de lutte. Parce que les gars, ils en avaient marre, ils ont attendu pendant des années et des années, en vivant dans des conditions atroces et jusque là personne n'a rien fait pour eux, jusqu'au jour où ils ont pris leurs affaires en main et ils se sont révoltés...

QdP : mais, par rapport aux pressions et aux intimidations, comment ces problèmes sont-ils discutés et résolus dans les comités de résidents et au niveau du comité de coordination ?

R. : On a pensé à ce problème parce qu'effectivement les vacances approchent et actuellement, une question se pose : les résidents se disent : nous on va

partir bientôt, qu'est-ce qui va se passer dans notre dos ? A notre retour, on va trouver nos affaires dehors ? On va toujours garder notre chambre ? Ils ne savent pas. C'est pour cela que nous on a décidé de faire un dépôt de caution chez un huissier.

QdP : Comment se déroule cette bataille juridique ?

R. : Actuellement, on est entré dans une phase où on a trouvé non seulement que les loyers étaient chers, mais que la Sonacotra faisait purement du vol. On a découvert certaines lois, certaines mesures gouvernementales dont l'emploi est illicite au regard des propres lois de la bourgeoisie. C'est pour cela qu'aujourd'hui, on ne se limite pas seulement à demander 100 F de baisse, mais on va aussi demander des dommages et intérêts depuis 71. On a découvert des choses incroyables...

«L'extension : on en débat»

QdP : C'est donc une part du travail du Comité. Mais pour ce qui est de l'autre aspect dont tu parlais, la mobilisation, l'extension... Quelle part cela prend-il, et quelles formes cela prend-il ?

R. : En ce moment, on va intervenir dans les quelques foyers qui ont repris les paiements, parce que les résidents ont été trompés par quelques délégués qui sont au PCF. Cela c'est pour la région parisienne et c'est très important pour nous que ces foyers se remettent en grève. Et on va entreprendre une tournée sur le territoire national avec l'aide des comités de soutien.

QdP : Concernant le problème de l'extension de la lutte, tu disais qu'il y avait des difficultés, des problèmes matériels notamment pour pouvoir joindre tout le monde et les 250 foyers de France. Ces obstacles comment envisagez-vous de les résoudre ?

R. : On n'a pas approfondi le problème parce qu'il y a tout de même des problèmes plus urgents qui se posent, mais, étant donné qu'il existe des comités de soutien un peu partout, on va débattre du problème dans la coordination et au comité de soutien central de manière à trouver une solution.

QdP : Mais il y a déjà, disais-tu, des demandes de contact avec le Comité qui viennent de différents endroits ?...

R. : Oui de partout, il y a Sochaux, il y a Montbéliard, Lyon, Marseille... C'est-à-dire que depuis les expulsions, on a entendu parler de notre lutte. Les gars, ils ont commencé à réaliser, à se poser des questions, à voir la situation dans laquelle ils vivaient et qu'ils trouvaient identique à la nôtre, alors justement, il y a un certain nombre de foyers qui attendent qu'il y ait visite d'un membre de la coordination pour se mettre en action.

VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Contre les retards dans les abonnements

Camarades,

Veillez trouver ci-joint un chèque de 150F pour un abonnement de 6 mois au «quotidien», qui m'est devenu un outil très utile, donc précieux.

Je vous signale qu'ayant bénéficié d'un abonnement d'essai d'un mois, j'ai constaté qu'il me parvenait quelques fois le lendemain, ce qui me gênait assez. Je sais maintenant qu'il s'agit du routage PTT, en fonction du nombre d'envois. Voyez cependant ce que vous pouvez faire de votre côté.

Amitiés
M.H. Le Raincy

Certains abonnés ont regretté à juste titre de ne recevoir leur journal que le lendemain de sa parution. Conscients du rôle que joue de plus en plus le Quotidien du Peuple dans les luttes et de l'importance d'informer les lecteurs de manière régulière et rapide, il nous est apparu nécessaire d'améliorer aussi l'acheminement des abonnements.

Afin d'éviter tout retard dans l'acheminement : nous avons décidé de changer de routage pour que le tri se fasse plus rapidement. Ce routage rentrera en application dans les jours qui viennent.

Service Abonnements

JE M'ABONNE

1 an : 300 F 3 mois :
6 mois : 150 F 1 mois :

Nom
Adresse
Profession

Envoyer à
Le Quotidien du Peuple BP 225
75924 Paris Cedex 19 - CCP 23 13 248 F Paris

COMMUNIQUÉS

Maison des Jeunes de Nantes

Après le procès de l'éducateur et du président de la Maison des Jeunes, inculpés d'excitation de mineurs à la débauche, le 10 mars, le comité de soutien rappelle la condamnation de l'éducateur à 4 mois de prison avec sursis.

Ce dernier a décidé de faire appel.

Le comité de soutien, conscient que la seule décision d'appel n'est pas la seule lutte à mener, organise un Forum,

Le Samedi 15 mai
Ecole d'ARCHI, rue Massenet

PROGRAMME DU FORUM

10 h 00 - Accueil. CRECHE ASSURÉE. Présentation de la situation actuelle. Présentation des trois commissions.

11 h 30 - Films : «Une poignée de gros sel», «Les enfants du gouvernement».

13 h 00 - Pique-nique.

13 h 30 - Théâtre : «Marchands de ville»

15 h 00 - Commissions : Sexualité (films et montage), Délinquance et travail social, Justice des mineurs.

18 h 30 - Débat général et informations.

20 h 00 - Dîner.

21 h 00 - Théâtre : «La planète des Sages».

Le Quotidien du Peuple — Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 — 75924 Paris Cedex 19
CCP n°23 132 48F Paris — Directeur de Publication : Y.CHEVET
Imprimé par IPCC Paris — Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DU REFUS DE LA GAUCHE À LA RÉVOLUTION

Cette question fait l'objet, aujourd'hui de nombreuses discussions. Face à l'aggravation de la crise politique de la bourgeoisie, de l'accentuation de la répression, de cette politique d'austérité, nombreux sont les postiers qui pensent que la gauche va arriver très vite au pouvoir. Qu'en pensent-ils ? Nombreux sont les camarades qui pensent qu'il n'y a pas grand chose à en attendre : «Ils sont tous pareils, ils font des beaux

discours mais dans la pratique ! Il n'y a qu'à voir l'attitude qu'ils ont aujourd'hui, dans les luttes, ils nous balancent des grèves de 24 h qui nous font perdre de l'argent pour rien et qui ne gênent pas l'administration». «Et puis avec eux il n'y aura plus de grèves !...»

Quotidien du Peuple, où des points de vue puissent se confronter, car malgré le refus du projet du programme commun, de nombreuses questions se posent, comme le traduit un camarade de travail : «Oui ? je suis de gauche ; je ne voterai pas pour eux, mais pour qui je peux voter ? La Révolution ? Ce n'est pas pour demain !»

Un débat autour de ces questions doit s'instaurer dans la

Un postier d'Austerlitz

La journée du 13 mai, s'il en était besoin, a confirmé largement l'existence des questions dont tu te fais l'écho, chez les travailleurs : quand aux quatre coins de France, tout ce que les confédérations sont capables d'organiser, ce sont ces ternes défilés du style de celui de jeudi, avec aucune perspective de lutte immédiate, un simple «nous sommes toujours là» à la veille des vacances, les 24 H sont largement démythifiées... La contradiction entre les phrases ronflantes sur «des verrous à faire sauter» et autres «mur du mépris patronal à abattre» et les initiatives traîne-savatte, sectaires et sans lendemain prises pour des «journées d'action» du style 13 mai : elle était flagrante, contestée dans de nombreux cortèges et dans les discussions à la dispersion !

C'est une base concrète pour le développement d'interrogations plus profondes : un tel divorce, que tu dénonces à juste titre, entre «discours et pratiques» syndicales et politiques des gens de l'Union de la Gauche (PS comme P(c)) révèle d'autres contradictions de fond, suscite une critique ouvrière croissante à propos des promesses de la



«gauche» et sa réalité prévisible lors d'un passage au pouvoir !

jour : on en est, dans les masses, à remettre en cause, effectivement, le type de société que mijotent ces gens du Programme Commun ! C'est là le débat essentiel qu'il faut lancer, c'est vrai, en y insérant les perspectives d'une issue révolutionnaire à la crise : le pouvoir ouvrier-paysan, qui doit être au cœur des débats ouvriers et des luttes, dès aujourd'hui !

En ce sens, la remise en cause des perspectives politiques de cette gauche bourgeoise va au-delà du Programme Commun ; d'ailleurs certains jeunes militants CGT n'en connaissent guère que le nom et la signification politique globale. Son contenu n'est plus la bataille du

S.R.

Un journal au service des travailleurs

Après le très grave accident de la Samaritaine, une commission d'enquête, sur l'initiative de la section CFDT Samaritaine, s'est créée pour faire la vérité sur les circonstances et les responsabilités de cet accident.

Des militants d'autres sections syndicales CFDT notamment du BHV et Galeries Lafayette, sont venus renforcer cette commission ainsi que des membres du CLISACT afin de déterminer les responsabilités et voir le travail d'information et de popularisation sur la Samaritaine et sur l'ensemble du Commerce de Paris.

Jeudi 6 mai, un article sur la Samaritaine est paru.

Des initiatives ont été prises pour faire connaître cet article dans le magasin. A divers endroits, la page 9 a été exposée (Panneaux syndicaux). Et un panneau d'information a été installé à la cantine dans la cafétéria avec l'article et des militants pour donner les informations.

Ceci a permis de faire connaître aux employés qu'un journal se préoccupait de leurs problèmes, a permis des discussions sur l'accident et aussi de faire connaître le journal.

Cet acte prouve que lorsque les travailleurs se reconnaissent

dans un journal, ils sont prêts à le prendre en charge.

Pour nous, militants, c'est une satisfaction et un encouragement à développer ce genre d'information et à faire connaître encore plus largement le journal.

C'est par cette pratique que

des bases solides naîtront et se développeront. Cette journée est un acquis positif qui permet de faire franchir un pas qualitatif au journal et d'avoir un journal au service de la classe ouvrière.

Corresp. Commerce

L'ASSOCIATION MÉDICALE FRANCO-PALESTINIENNE

PALESTINE

Une terre occupée
un peuple en lutte

Mutualité : 16 MAI 1976 - 14 h à 18 h

La récente révolte des masses Palestiniennes qui a secoué non seulement les villes et les villages de Cisjordanie, mais également les Palestiniens résidant dans les territoires de 1948 (Journée de la Terre), la violence des manifestations et des affrontements, la répression qui s'en est suivie et qui fit plusieurs morts, dont deux enfants de 4 et 12 ans, plusieurs centaines de blessés et d'arrêtés, a incité l'AMFP à concrétiser la solidarité avec les masses Palestiniennes. Elle tiendra un meeting d'information le 16 mai à la Mutualité, consacré à cette explosion de colère, à ses causes et à l'oppression violente dont est victime le peuple palestinien sous l'occupation sioniste.

avec LOTFIYA HAWARI

QUI A PASSÉ SEPT ANS DANS LES PRISONS SIONISTES

Téléphonez au Quotidien
208 65 61

BLOC-NOTES

FAITES DES PHOTOS POUR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE

Lundi, le premier bloc-notes photo doit paraître. Il s'agit ainsi de répondre à la demande qui nous a été largement faite, tant par nos lecteurs que nos correspondants : sur des sujets aussi vastes que la prise de vue, l'utilisation des appareils, le développement et le tirage.

Ces derniers mois, nous avons développé l'expérience des pages photos. Elle se révèle positive : beaucoup de lecteurs nous ont écrit pour que nous continuions dans ce sens et surtout l'envoi de photos au Quotidien s'en est trouvé accru. Ce sont les photos de correspondants qui composent aujourd'hui une large partie du journal. Photos prises dans la lutte comme celles de cet ouvrier de Peugeot-Mandeure, ou com-

me celle de Lip et de Bourgoigne-Électronique, mais aussi photos prises dans un quartier populaire par un Comité de Lutte Contre le Chômage.

Qu'il s'agisse d'un événement politique régional ou national, d'une lutte précise ou d'un thème tel que le logement, le chômage, les photos prises par les lecteurs du journal sont irremplaçables. Vous êtes les mieux à même, camarades, de saisir dans la réalité de tous les jours, ce qui doit enrichir votre quotidien, ce qui doit l'illustrer.

Parmi vos lettres, vous nous posez souvent des problèmes techniques : soit que certains veulent développer le travail photo mais

n'en aient pas de pratique, soit que d'autres soient déçus par la différence qui

Ce qui compte en l'affaire, c'est qu'en traitant de ces questions nous abor-



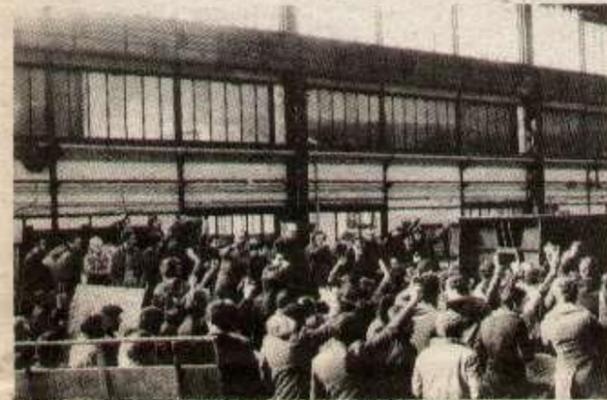
Correspondant de Lyon : grève des éboueurs.

existe entre ce qu'ils voulaient prendre et ce qui «sort» sur le tirage-papier. Eh bien, c'est pour lever tous ces obstacles techniques, que nous allons publier deux à trois fois par semaine ce bloc-notes photo.

Nous commencerons lundi : par la question du choix d'un appareil ; c'est pour beaucoup la première question qui se pose. Restera à parler de la prise de vue, du cadrage, de l'utilisation des objectifs, en fonction de l'élément politique que l'on veut faire ressortir par la photo ; le problème de la lumière ; comment développer chez soi, pour pas cher, etc...

dions réellement les problèmes que vous rencontrez dans les manifestations, sur vos quartiers, quand vous avez décidé de photographier.

Il vous faut écrire, poser les questions précises pour lesquelles vous voulez une réponse ; nous les traiterons alors les jours suivants. Envoyez-nous des épreuves que vous n'avez pas jugées satisfaisantes, mais aussi des tirages réussis en expliquant pourquoi. C'est de cette manière que nous pourrons progresser dans la qualité des illustrations et par là-même servir de manière efficace les leçons politiques que, chaque jour, vous tirez de la réalité, de la lutte vécue.



Correspondant de Nancy : grève de Sotracomet.

programme télé

SAMEDI 15 MAI

TF1	Moto
14 h 25 - Samedi est à vous	18 h 00 - Clap
18 h 35 - Chapi Chapo	18 h 55 - Des chiffres et des lettres
18 h 40 - Six minutes pour vous défendre	19 h 20 - Actualités Régionales
18 h 50 - Magazine	19 h 45 - Y'a un truc
19 h 20 - Actualités Régionales	20 h 00 - JOURNAL
19 h 45 - Alors, raconte	20 h 30 - Les cinq dernières minutes.
20 h 00 - JOURNAL	Le fil conducteur
20 h 30 - Numéro 1 : Annie Cordy	22 h 05 - Dix de der
21 h 30 - Regan série britannique	23 h 35 - JOURNAL et fin
22 h 30 - Les comiques associés	FR3
23 h 00 - JOURNAL et fin	18 h 45 - Pour les jeunes
A2	19 h 20 - Actualités Régionales
16 h 00 - Rugby : Montferrand - Graulhet	19 h 40 - Un festival, Un événement
17 h 30 - Tour de France	19 h 55 - Flash Journal
	20 h 00 - Spécial Cannes
	20 h 30 - Le sagouin
	Film TV d'après le roman de François Mauriac
	22 h 00 - JOURNAL et fin

DIMANCHE 16 MAI

TF1	18 h 50 - Stade 2
17 h 00 - SOIRÉE AMÉRICAINNE	19 h 30 - Ring parade
17 h 15 - Pour les jeunes	20 h 00 - JOURNAL
17 h 45 - La barbe à papa	20 h 30 - Système 2
18 h 10 - La poursuite infernale	21 h 50 - Ardéchois cœur fidèle
19 h 35 - JOURNAL à l'Américaine	22 h 45 - Catch à quatre
20 h 30 - Buffalo Bill	23 h 15 - JOURNAL et fin
22 h 00 - Section Quatre Série policière	FR3
22 h 50 - Show Tom Jones	19 h 00 - Hexagonal
23 h 40 - JOURNAL	19 h 55 - Spécial sports
0 h 15 - La maison des sept péchés	20 h 05 - Les animaux chez eux.
1 h 45 - FIN	20 h 30 - Les visiteurs du dimanche soir
A2	22 h 15 - JOURNAL
14 h 00 - Duel dans la ville	22 h 30 - Cinéma de minuit Cycle F. Borzage Mannequin
Film TV américain	Film américain
	24 h 00 - FIN

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

Résumé : Xam, le lieutenant des rangers, vient de tuer Su à coups de poignard.

28^e EPISODE : LA SOIF

Il ne restait plus une seule goutte d'eau dans grotte. La soif brûlait tous les gosiers.

— Et si on buvait de l'urine ? avança Ba Ren.

— C'est pareil à de la bière. Pendant la Résistance, des camarades évadés de Poulo-Condor ont dû en passer par là !

Nam Tan secoua la tête :

— Cette bière-là ne me dit rien. Je préfère garder ma soif.

— Vous êtes bien difficile, répliqua Ba Ren. A la guerre comme à la guerre. Pas le moment de commander du thé à sa femme !

Tout le monde éclata de rire. Dans l'après-midi, après avoir mâché plusieurs poignées de riz grillé, Ba Ren n'y résista plus. Il recueillit son urine dans son bidon. Comme Hai Thep passait à l'intérieur, il secoua le bidon et invita les autres à boire. Avant que quelqu'un acceptât, il le porta à ses lèvres. Après avoir bu une gorgée, il émit un grognement de satisfaction et s'écria :

— Pas mal, vous autres !... Allez-y ! Garanti cent pour cent !

D'autres l'imitèrent. Hai Thep survint sur ces entrefaites. Il voulut les en empêcher, mais se ravisa. Il mourait lui-même de soif. Et puis, il n'y

avait rien là de bien terrible. Pendant les années sombres, s'il n'avait pas bu de l'urine, il avait, après quatre jours sans manger ni boire, dévoré un crabe vivant à pleines dents.(...)

Il se rappela brusquement qu'il avait vu quelque part une flaque d'eau sur un rocher.

— Attendez, dit-il. Je vais voir s'il n'y a pas un peu d'eau quelque part. On ne sait jamais.

Il rentra à l'intérieur et, avec sa torche électrique, se mit en devoir de fouiller tous les coins. Il tomba enfin sur une roche légèrement concave où s'étalait une flaque d'eau large comme deux mains. Il mit le doigt dedans et le porta ensuite à ses narines. Ça dégageait une mauvaise odeur de feuilles pourries. «Peuh ! ce n'est pas mortel !» se dit-il. Il appela ceux qui avaient le plus soif. Ils étaient cinq en tout, dont Ba Ren et le jeune Diep. Nam Tan refusa de se joindre à eux en disant :

— Je décline l'honneur. Cette eau nauséabonde ne fait pas mon affaire !

Debout tout en haut du rocher, Hai Thep aida chacun à le rejoindre en le tirant par le bras. Il indiqua la flaque d'eau en allumant sa lampe de poche.

— Mazette ! s'exclama Ba Ren.

Il donna une tape sur l'épaule de Diep :

— Vas-y d'abord, jeune premier !

Diep regarda la flaque d'eau couleur de café clair et hésita.

— Vas-y ! reprit Ba Ren. Je suis là, si tu tombes malade. Ça te changera un peu des rafraîchissements de Saïgon ! Bois un coup pour calmer ta soif. Ça va durer encore longtemps, tu sais !

L'étudiant sourit puis se coucha à plat ventre. Son visage au teint clair s'avança vers la flaque. Il avala quelques gorgées et se leva. Tout en s'époussetant, il s'essuya les lèvres et adressa un large sourire à la cantonade. Ba Ren cligna des yeux à son adresse.

— Alors ?

— Pas mal !

— Je l'avais bien dit ! A moi le tour !

Ba Ren se mit à plat ventre comme Diep tout à l'heure. Après deux lampées, il se releva en disant à son voisin.

— A toi !

Mêmes gestes que les précédents. La flaque ne tarda pas à s'épuiser. Quand arriva le tour de Hai Thep, il ne restait plus guère d'eau. Il dut se contenter de lécher la roche.(...)

Revenu à l'ouverture, Hai Thep prit Ngan à part.

— Cette nuit, il faut envoyer des éclaireurs. Et essayer de cueillir quelques cocos. Ça nous soulagera. On aura de quoi boire et manger.

Ngan se porta volontaire avec Toï et Trong.

(à suivre)



GUADELOUPE : UNE JEUNE NATION EN LUTTE

Par Christine VAIVRE

DE FÉVRIER À AVRIL 76, LA LUTTE EXEMPLAIRE DES PETITS PAYSANS

2) LES ACQUIS DE LA LUTTE

ENTRETIEN AVEC DES CAMARADES GUADELOUPÉENS (suite)

Nous avons vu hier le déroulement de la lutte, comment la grève a été déclenchée par l'UGTG (Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe), l'UTA (Union des Travailleurs Agricoles) et l'UPG (Union des Paysans pauvres de la Guadeloupe). Nous avons vu comment les paysans pauvres ont, pour la première fois, lutté seuls et remporté une victoire. Mais nous ne devons pas oublier que cette lutte a dû renverser un certain nombre d'obstacles, que ce soit ceux dressés par le gouvernement français ou par les révisionnistes. C'est ce que nous allons voir.

DÉJOUER LES MANOEUVRES

Quotidien du Peuple : Comment a été perçue l'intervention du gouvernement français ?

Réponse : Devant la résistance des paysans pauvres, le préfet de Guadeloupe fait précipitamment un voyage en France pour prendre les ordres de ses supérieurs et savoir quelle attitude adopter. A son retour, il annonce qu'il ne faut pas espérer d'augmentation du prix de la tonne de canne ; ils avaient opté pour une attitude dure. Que signifiait pour les paysans guadeloupéens le fait que le préfet, qui n'est pas un capitaliste usinier, qui n'est pas un planteur de canne, mais qui parle au nom du gouvernement français, se mêle du problème du prix de la canne et expose une décision qui n'a pas été prise en Guadeloupe ? Cela a permis aux paysans pauvres de comprendre que c'est le gouvernement français qui fixe le prix de la tonne de canne et pas les réunions de Commissions Interprofessionnelles qui ont lieu en Guadeloupe, que celles-ci ne sont que des mascarades pour cautionner, avaliser un prix déjà fixé plus haut. Les paysans ont compris que si c'est le gouvernement français qui fixe le prix, il s'agit d'un problème politique.

QdP : Quelle a été la tactique du gouvernement français ?

R. : Face à la lutte, le gouvernement français se rend bien compte que le mouvement sera dur. Il a l'expérience des mouvements précédents. Il se rend compte aussi qu'un mouvement comme celui-là peut être gênant dans une période électorale où les capitalistes rêvent traditionnellement d'une situation de calme social. Alors il va essayer de diviser le front ouvriers-paysans en satisfaisant les revendications des ouvriers agricoles, d'autant plus qu'il mise sur le fait que les paysans n'ont jamais mené de mouvement tous seuls. Et de toute façon, il sait qu'une augmentation des salaires n'augmente pas ses difficultés puisqu'au fil des années, la masse salariale n'a pas subi de modifications, du fait du chômage, de la fermeture des usines, de la concentration...

QdP : Quel est le résultat de la manoeuvre ?

R. : L'UGTG (Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe) et l'UTA (Union des Travailleurs Agricoles), posent leurs revendications (alignement des salaires agricoles sur les salaires industriels, augmentation d'ensemble de 10%) ; les capitalistes acceptent une augmentation de 7,30%. Le problème qui se pose alors à l'UGTG est de savoir si elle continue le mouvement ou si elle arrête. Si elle continue, la masse des ouvriers ne suivra pas, puisque la plupart sont d'accord pour travailler à ce prix ; d'autant plus que jamais les travailleurs n'ont obtenu une augmentation aussi importante. D'autre part, la population ne comprendrait pas. Ce qui est important pour une grève, c'est qu'elle réponde non seulement à un désir, un besoin des travailleurs, mais aussi qu'elle suscite un soutien populaire. Il était plus juste de reprendre le travail,

d'appeler à la reprise et de mener des actions sur les lieux de travail. Dès lors les paysans continuent tout seuls. Le problème pour l'UPG, Union des Paysans pauvres de Guadeloupe, était que les paysans apprennent à compter sur leurs propres forces, qu'ils luttent, qu'ils montrent à l'ensemble du peuple et aussi aux ouvriers qu'ils sont capables de lutter pour leurs propres revendications.

LA SURENCHÈRE RÉVISIONNISTE

QdP : Quelle tactique ont employée les révisionnistes ?

R. : Parallèlement à la grève appelée par l'UGTG, l'UTA et l'UPG, la CGT «G» lance un mot d'ordre de grève. Etant donné que la période de la lutte est une période électorale, l'attitude générale des révisionnistes est une attitude de surenchère, à propos même des revendications. Il faut dire que la CGT à l'occasion de son dernier congrès, a fait peau neuve ; elle a balayé, jeté à la poubelle son secrétaire démasqué par les masses travailleuses et elle l'a remplacé par un «play-boy», comme disent les travailleurs, beaucoup plus jeune, beaucoup plus dynamique afin que la CGT ait un nouveau visage, que les gens se disent : «Voilà, les choses ont changé». Cette tactique donnait à la CGT l'apparence d'un syndicat combatif alors que, dans son fond, elle n'a pas changé de nature. La surenchère révisionniste porte sur les revendications : la CGT exige 20% d'augmentation de salaire ! D'habitude, ainsi l'année dernière, des revendications portant sur 5% d'augmentation de salaire lui apparaissent démesurées, aventuristes.



Renforcer la combativité...

Hâtivement, les révisionnistes essaient aussi d'organiser les paysans alors qu'ils sont traditionnellement absents du milieu paysan ; ou, quand ils l'organisent, il s'agit de paysans moyens ou de paysans riches. Ils essaient de créer une organisation de paysans et pour cela convoquent une assemblée. En fait, ils ont réussi à rassembler trois personnes en plus des dirigeants de la CGT. On trouve donc face à la grève déclenchée par l'UPG et l'UGTG, une grève factice déclenchée par la CGT «G» !

Evidemment, la CGT espère aussi se servir de ce mouvement pour glaner quelques voix aux élections.

Lorsque l'UGTG et l'UTA appellent à la reprise (on a vu pourquoi), quelle est l'attitude de la CGT ? Encore la surenchère ! Elle dénonce l'UGTG comme un syndicat de collaboration, et de dire :



Ouvriers, paysans pauvres, unissez-vous !

«Nous la CGT, nous voulons continuer le combat, exigeons nos augmentations de salaires». La CGT appelle à continuer la grève, et finalement, se retrouvent en grève... les pontes syndicaux qui eux-mêmes sont permanents !

LES ACQUIS DE LA LUTTE

Quotidien du Peuple : Quels ont été les problèmes posés par ce mouvement ?

Réponse : Quand les paysans ont continué tout seuls, le problème qui s'est posé, c'était de savoir comment envisager l'unité ouvriers-paysans ; comment, à travers cette lutte économique, sceller beaucoup plus étroitement l'alliance ouvriers-paysans. Que doivent faire les ouvriers : doivent-ils se mettre en grève sur les revendications des paysans, dire : «Nous nous mettons en grève tant que le prix de la tonne de canne n'est pas augmenté» ? Est-ce que les ouvriers prennent en compte les luttes, les revendications paysannes ? Est-ce qu'une telle attitude permet de construire l'alliance ouvriers-paysans ? C'est là le problème. Alors, l'attitude que vont avoir les camarades en Guadeloupe, c'est d'appeler à des actions de masse sur les lieux de travail, concernant l'application même d'un certain nombre de mesures que les usiniers avaient acceptées, concernant aussi le problème de l'embauche. Evidemment, les ouvriers ont obtenu un succès dans leurs revendications, mais ce qui se passe, c'est qu'il n'y a pas de travail. Il y a les machines qui remplacent les bras d'un certain nombre d'ouvriers. Il faut donc lutter pour que l'ensemble des ouvriers soient embauchés, pour que la machine ne remplace pas les ouvriers. Il y a donc énormément de luttes dans le secteur entreprise, dont des grèves de solidarité avec les paysans, grèves qui sont toujours liées aux revendications propres des travailleurs. Diverses actions sont donc menées pour renforcer la combativité, développer la mobilisation : barrages de la circulation avec prises de parole et distributions de tracts, meetings, manifestations.

QdP : Quelles sont les faiblesses du mouvement ?

R. : Evidemment, les paysans ont tenu bon. Mais le problème qui s'est posé c'est celui de l'état, de la force, actuels du mouvement paysan. Les paysans sont totalement dépendants des capitalistes usiniers. Le temps où les paysans avaient, sur leurs champs, de quoi vivre,

est révolu. Les paysans produisent essentiellement de la canne, et pour se procurer de quoi vivre, les produits de consommation courante, il est nécessaire qu'ils aient de l'argent, et ils ne peuvent en avoir que par la vente de la canne. Donc cette dépendance est sérieusement ressentie, et cela joue sur les sentiments des paysans. Parallèlement, la période électorale mobilise l'attention dans l'ensemble de la population de tous ceux qui pourraient soutenir la lutte. La situation est telle que l'UPG est obligée d'envisager d'autres propositions. Les négociations qui ont lieu un peu plus tard amènent à un accord qui fixe le prix de la tonne à 113,25F.

L'ALLIANCE OUVRIERS-PAYSANS

Quotidien du Peuple : Quel est l'acquis essentiel du mouvement ?

Réponse : Par delà cette victoire partielle, relative sur le plan revendicatif, le mouvement même de cette année a montré la capacité des paysans à se mobiliser sur leurs propres revendications, sans que nécessairement les ouvriers soient mobilisés avec eux.

La faiblesse du mouvement paysan montre que les paysans sont encore trop dépendants des usiniers. Evidemment, le problème de cette dépendance n'a comme solution qu'une solution politique, que la terre appartienne à ceux qui la travaillent, que le peuple guadeloupéen ait le pouvoir. Donc à travers ce mouvement de masse, à travers cette expérience, les paysans se rendent compte non seulement du problème de la tonne de canne, mais encore du problème de la terre, de leur dépendance vis à vis des usiniers qui ne peuvent se résoudre que par l'indépendance de la Guadeloupe.

Ce qu'il est important de montrer c'est que, dans ce mouvement, les paysans ne sont pas une masse ignorante, suiviste ; c'est que l'alliance des ouvriers et des paysans n'est pas la lutte des ouvriers suivie de la lutte des paysans, qui suivraient la classe ouvrière comme on suit le messie. Mais que l'alliance ouvriers-paysans est la conjonction de la lutte des ouvriers et de la lutte des paysans, que les paysans ont leurs forces propres comme la classe ouvrière a les siennes. La paysannerie ne peut prétendre s'allier à la classe ouvrière si elle ne fait pas la preuve de ses capacités de mobilisation. Je crois que c'est l'une des choses essentielles qu'a montrées ce mouvement.